

MEMORIAL

Journal Officiel
du Grand-Duché de
Luxembourg



MEMORIAL

Amtsblatt
des Großherzogtums
Luxemburg

RECUEIL DES SOCIÉTÉS ET ASSOCIATIONS

Le présent recueil contient les publications prévues par la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales et par la loi modifiée du 21 avril 1928 sur les associations et les fondations sans but lucratif.

C — N° 648

16 mars 2013

SOMMAIRE

AI Keyemde (Luxembourg) Midco & Cy S.C.A.	31065	NW Europe Holdings S.à r.l.	31061
Ferisol S.à r.l.	31103	Océan des Dauphins S.A.	31062
Human Potentials Development	31059	Online Web Services S.A.	31062
Hunkemöller Luxembourg A.G.	31059	Orion Engineered Carbons Finance & Co. S.C.A.	31088
Industrielogistik Verwaltung S.à r.l.	31058	Orion International Property Development Limited S.à r.l.	31062
International Asset Management S.A.	31058	Padisha Properties S.A.	31104
In Vogue S.à r.l.	31059	Panattoni Germany S.à r.l.	31065
Ipsotx Sàrl	31058	Panormos S.A.	31063
Isanne S.à r.l.	31059	Patrick REILES S.à r.l.	31060
J.L. Participations S.à r.l.	31059	Patrick REILES S.à r.l.	31060
Karlix S.A.	31058	P.F. Trading & Consultancy S.A.	31062
Kaya Finance S.A.	31058	Presco Investments S.à r.l.	31104
Marina Bay S.A.	31063	Project Minerva Holding S.à r.l.	31062
Marisca, S. à r.l.	31063	ProLogis Poland LXIII S.à r.l.	31101
MARK-CONSULT Luxembourg SPF	31061	Safety @ Work S.à r.l.	31064
Marlow Investments	31060	Skorpio Capital Investment S.à r.l.	31064
Meridiana Holdings S.à r.l.	31060	S.P.F. NORDLICHT Luxembourg S.A.	31064
Meridium Global Investments S.A.	31061	Van Lanschot Management S.A.	31064
MH Lux Constructions A.G.	31061	VD PRO	31064
Mood Media Group S.A.	31060	Vobiel S. à r.l.	31064
Mountraid Investments S.A.	31063	Würth Reinsurance Company S.A.	31104
Nord-Immo S.à r.l.	31061		

Industrielogistik Verwaltung S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1835 Luxembourg, 23, rue des Jardiniers.

R.C.S. Luxembourg B 140.380.

AUSZUG

Der Geschäftsführer Mirko FISCHER, beschließt mitzuteilen, dass der Sitz der Gesellschaft von 7, route d'Esch à L-1470 Luxembourg nach 23, rue des Jardiniers in L-1835 Luxembourg verlegt wurde.

Zwecks Veröffentlichung im Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxemburg, den 30. Januar 2013.

Herr Mirko FISCHER

Geschäftsführer

Référence de publication: 2013019992/14.

(130023486) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 février 2013.

International Asset Management S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1912 Luxembourg, 3, rue des Labours.

R.C.S. Luxembourg B 80.044.

Les comptes annuels au 31.10.2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxemburg, le 28.01.2013.

Gerd Kiefer / Katja Wilbert.

Référence de publication: 2013019978/10.

(130024112) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 février 2013.

Ipsotx Sàrl, Société à responsabilité limitée unipersonnelle.

Siège social: L-1528 Luxembourg, 1, boulevard de la Foire.

R.C.S. Luxembourg B 158.007.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 7 février 2013.

Référence de publication: 2013019980/10.

(130024233) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 février 2013.

Karlix S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1746 Luxembourg, 1, rue Joseph Hackin.

R.C.S. Luxembourg B 32.887.

Les comptes annuels au 31 décembre 2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2013020019/10.

(130023375) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 février 2013.

Kaya Finance S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1258 Luxembourg, 6, rue Jean-Pierre Brasseur.

R.C.S. Luxembourg B 170.954.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 6 février 2013.

Référence de publication: 2013020020/10.

(130023907) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 février 2013.

J.L. Participations S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1470 Luxembourg, 38, route d'Esch.
R.C.S. Luxembourg B 91.761.

Les comptes annuels au 31.12.2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Echternach, le 7 février 2013.

Signature.

Référence de publication: 2013020010/10.

(130023897) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 février 2013.

Isanne S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1855 Luxembourg, 46A, avenue J.F. Kennedy.
R.C.S. Luxembourg B 117.176.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 6 février 2013.

POUR COPIE CONFORME

Référence de publication: 2013020007/11.

(130024246) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 février 2013.

In Vogue S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-4361 Esch-sur-Alzette, 7, avenue du Rock n'Roll.
R.C.S. Luxembourg B 142.944.

Les comptes annuels au 31 décembre 2010 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour IN VOGUE S.à r.l.

FIDUCIAIRE DES PME SA

Référence de publication: 2013019990/11.

(130024171) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 février 2013.

Hunkemöller Luxembourg A.G., Société Anonyme.

Siège social: L-4010 Esch-sur-Alzette, 8, rue de l'Alzette.
R.C.S. Luxembourg B 25.163.

Le prénom de Monsieur Van Vuren dit Hanno, en qualité de commissaire aux comptes, est en réalité Monsieur Van Vuren Johannes Adrianus.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2013019964/11.

(130024249) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 février 2013.

Human Potentials Development, Société Anonyme.

Siège social: L-8399 Windhof, 9, rue des Trois Cantons.
R.C.S. Luxembourg B 146.391.

Les comptes annuels au 31/12/2011 ont été déposés, dans leur version abrégée, au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg conformément à l'art. 79(1) de la loi du 19/12/2002.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Mandataire

Référence de publication: 2013019963/11.

(130023609) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 février 2013.

Marlow Investments, Société Anonyme Unipersonnelle.

Siège social: L-2557 Luxembourg, 7A, rue Robert Stümper.

R.C.S. Luxembourg B 123.745.

L'adresse professionnelle des administrateurs de catégorie A, Sandra Atkinson et Mark Donnelly, a changé et se trouve désormais à Embassy House, Ballsbridge, Dublin 4, Irlande.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 29 janvier 2013.

Référence de publication: 2013020064/11.

(130023597) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 février 2013.

Meridiana Holdings S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1931 Luxembourg, 13-15, avenue de la Liberté.

R.C.S. Luxembourg B 148.740.

Les statuts coordonnés au 19 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Marc Loesch

Notaire

Référence de publication: 2013020069/11.

(130023474) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 février 2013.

Mood Media Group S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1331 Luxembourg, 65, boulevard Grande-Duchesse Charlotte.

R.C.S. Luxembourg B 112.404.

Les comptes consolidés au 31 décembre 2010 de la société mère ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour Mood Media Group S.A.

Intertrust (Luxembourg) S.A.

Référence de publication: 2013020076/12.

(130024122) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 février 2013.

Patrick REILES S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-9696 Winseler, 87, Duerfstrooss.

R.C.S. Luxembourg B 142.948.

Les comptes annuels au 31 décembre 2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Weiswampach, le 7 février 2013.

Référence de publication: 2013020151/10.

(130024340) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 février 2013.

Patrick REILES S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-9696 Winseler, 87, Duerfstrooss.

R.C.S. Luxembourg B 142.948.

Les comptes annuels au 31 décembre 2010 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Weiswampach, le 7 février 2013.

Référence de publication: 2013020150/10.

(130024290) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 février 2013.

MH Lux Constructions A.G., Société Anonyme.

Siège social: L-9991 Weiswampach, 17A, Gruuss-Strooss.
R.C.S. Luxembourg B 98.826.

Les comptes annuels au 31 décembre 2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Weiswampach, le 7 février 2013.

Référence de publication: 2013020101/10.

(130024272) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 février 2013.

Meridium Global Investments S.A., Société Anonyme de Titrisation.

Siège social: L-8009 Strassen, 55, route d'Arlon.
R.C.S. Luxembourg B 131.611.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Luxembourg, le 6 février 2013.

Référence de publication: 2013020097/10.

(130023502) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 février 2013.

MARK-CONSULT Luxembourg SPF, Société Anonyme - Société de Gestion de Patrimoine Familial.

Siège social: L-2212 Luxembourg, 6, place de Nancy.
R.C.S. Luxembourg B 53.131.

Les comptes annuels au 31/12/2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour la société

Signature

Référence de publication: 2013020087/11.

(130023893) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 février 2013.

NW Europe Holdings S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 25.000,00.

Siège social: L-2163 Luxembourg, 40, avenue Monterey.
R.C.S. Luxembourg B 160.476.

Le bilan de la société au 31/12/2011 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg.

Pour la société

Un mandataire

Référence de publication: 2013020126/12.

(130023540) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 février 2013.

Nord-Immo S.à.r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-8399 Windhof (Koerich), 9, rue des Trois Cantons.
R.C.S. Luxembourg B 23.949.

Les comptes annuels au 31/12/2011 ont été déposés, dans leur version abrégée, au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg conformément à l'art. 79(1) de la loi du 19/12/2002.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Mandataire

Référence de publication: 2013020124/11.

(130023608) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 février 2013.

Océan des Dauphins S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-8399 Windhof (Koerich), 9, rue des Trois Cantons.

R.C.S. Luxembourg B 107.865.

Les comptes annuels au 31/12/2011 ont été déposés, dans leur version abrégée, au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg conformément à l'art. 79(1) de la loi du 19/12/2002.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2013020129/11.

(130023607) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 février 2013.

Online Web Services S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-8399 Windhof (Koerich), 3-5, rue d'Arlon.

R.C.S. Luxembourg B 127.146.

Les comptes annuels au 31/12/2011 ont été déposés, dans leur version abrégée, au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg conformément à l'art. 79(1) de la loi du 19/12/2002.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2013020131/11.

(130023606) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 février 2013.

Orion International Property Development Limited S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1471 Luxembourg, 412F, route d'Esch.

R.C.S. Luxembourg B 130.185.

Les comptes annuels au 31 décembre 2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour Orion International Property Development Limited S.à r.l.

Signatures

Référence de publication: 2013020132/11.

(130024221) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 février 2013.

P.F. Trading & Consultancy S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1331 Luxembourg, 59, boulevard Grande-Duchesse Charlotte.

R.C.S. Luxembourg B 148.431.

EXTRAIT

La société COMMUNITY LINK SA vous présente sa démission en qualité d'Administrateur de votre société P.F. Trading & Consultancy SA et ce, avec effet immédiat.

Luxembourg, le 6 février 2013.

Référence de publication: 2013020146/11.

(130023962) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 février 2013.

Project Minerva Holding S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2540 Luxembourg, 13, rue Edward Steichen.

R.C.S. Luxembourg B 134.787.

Les statuts coordonnés de la société ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 6 février 2013.

Référence de publication: 2013020161/10.

(130023630) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 février 2013.

Mountraid Investments S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2121 Luxembourg, 231, Val des Bons Malades.

R.C.S. Luxembourg B 94.598.

Il résulte du procès-verbal d'une réunion du Conseil d'Administration de la Société tenue en date du 6 février 2013 que les administrateurs, M. Fernand HEIM, M. Marc SCHMIT et Mme Geneviève BLAUEN-ARENDT ainsi que le commissaire aux comptes, M. Marco RIES, se sont démis de leurs fonctions respectives avec effet immédiat.

Luxembourg, le 6 février 2013.

Pour extrait conforme

SG AUDIT Sàrl

Référence de publication: 2013020112/13.

(130023463) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 février 2013.

Marisca, S. à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-7535 Mersch, 14, rue de la Gare.

R.C.S. Luxembourg B 26.223.

Extrait de la résolution unique prise lors de la réunion de la gérance du 06 février 2013

Le siège social de la société a été transféré du numéro 12 au numéro 14, rue de la Gare, L- 7535 Mersch

Mersch, le 06 février 2013.

Nico AREND

Associé-Gérant

Référence de publication: 2013020086/12.

(130024205) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 février 2013.

Marina Bay S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2121 Luxembourg, 231, Val des Bons-Malades.

R.C.S. Luxembourg B 143.351.

Il résulte de la résolution écrite de l'actionnaire unique datée du 26 novembre 2012 que M. Dario ARDIZZONE, demeurant au 41 Via Monti Vincenzo, I-20123 Milan, Italie, a été nommé à la fonction d'administrateur en remplacement de Mme Carla CANOVA-PIROGALLI, démissionnaire.

Son mandat viendra à échéance à l'issue de l'assemblée générale annuelle qui se tiendra en 2016.

Pour extrait conforme

SG AUDIT SARL

Référence de publication: 2013020085/13.

(130024286) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 février 2013.

Panormos S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1940 Luxembourg, 370, route de Longwy.

R.C.S. Luxembourg B 93.707.

Extrait des résolutions prises par l'assemblée générale ordinaire tenue extraordinairement le 18 janvier 2013

1) Les Administrateurs sortant sont réélus jusqu'à l'Assemblée Générale Ordinaire qui aura lieu en 2017.

Administrateurs:

- Monsieur Herbert GROSSMANN, demeurant au 75, rue des Romains, L-2443 Senningerberg.
- Monsieur Dominique FONTAINE, demeurant au 78, rue du Castel, B-6700 Arlon.
- Monsieur Miguel Reynders, demeurant au 76, route de Luxembourg, L-4972 Dippach.

Pour extrait conforme

D. FONTAINE

Administrateur

Référence de publication: 2013020166/16.

(130023717) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 février 2013.

Skorpio Capital Investment S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1449 Luxembourg, 18, rue de l'Eau.

R.C.S. Luxembourg B 134.927.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2013020264/9.

(130023968) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 février 2013.

Safety @ Work S.à r.l., Société à responsabilité limitée unipersonnelle.

Siège social: L-1227 Luxembourg, 3, rue Belle Vue.

R.C.S. Luxembourg B 137.095.

Les comptes annuels au 31 décembre 2010 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2013020248/9.

(130023991) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 février 2013.

S.P.F. NORDLICHT Luxembourg S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1130 Luxembourg, 37, rue d'Anvers.

R.C.S. Luxembourg B 145.079.

Les comptes annuels au 31 décembre 2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2013020231/9.

(130024114) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 février 2013.

Vobiel S. à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-4062 Esch-sur-Alzette, 97, rue Clair-Chêne.

R.C.S. Luxembourg B 134.500.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2013020342/9.

(130024167) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 février 2013.

VD PRO, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-4830 Rodange, 4, route de Longwy.

R.C.S. Luxembourg B 170.548.

Le Bilan au 31 décembre 2012 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2013020339/9.

(130024201) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 février 2013.

Van Lanschot Management S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-8210 Mamer, 106, route d'Arlon.

R.C.S. Luxembourg B 35.270.

Les comptes annuels au 31.12.2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2013020335/9.

(130023911) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 février 2013.

Panattoni Germany S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1471 Luxembourg, 203, route d'Esch.
R.C.S. Luxembourg B 162.001.

En date du 7 février 2013 la société Panattoni Northern Europe Development B.V. a transféré 1,250 parts sociales de la société Panattoni Germany Sarl à la société Panattoni Northern Europe Development Sarl, une société à responsabilité limitée établie au Luxembourg, enregistrée au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg sous le numéro B 172.660, ayant son siège social à 203, route d'Esch, L-1471 Luxembourg.

Luxembourg, le 7 février 2013.

Panattoni Germany Sarl
Panattoni Luxembourg Directorship Sarl
Représentée par M. Olivier Marbaise
Gérant

Référence de publication: 2013020149/16.

(130023811) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 février 2013.

AI Keyemde (Luxembourg) Midco & Cy S.C.A., Société en Commandite par Actions.

Siège social: L-1222 Luxembourg, 2-4, rue Beck.
R.C.S. Luxembourg B 171.700.

In the year two thousand and twelve, on the twentieth of December.

Before us Maître Jean-Joseph WAGNER, notary, residing in Sanem, (Grand-Duchy of Luxembourg),

is held an extraordinary general meeting of the shareholders of "AI Keyemde (Luxembourg) Midco & Cy S.C.A." (the "Company"), a société en commandite par actions incorporated and existing under the laws of the Grand-Duchy of Luxembourg, having its registered office at 2-4, rue Beck, L-1222 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, registered with the Luxembourg Trade and Companies Register under number B 171700, incorporated pursuant to a deed of the undersigned notary dated 12 September 2012, published in the Mémorial C, Recueil Spécial des Sociétés et Associations (number 2626 on 23 October 2012) (the "Mémorial C"). The articles of incorporation have been amended pursuant to a deed of the undersigned notary dated 19 December 2012.

The meeting is presided by Mrs. Linda HARROCH, lawyer, with professional address in Howald, Luxembourg, in the chair,

who appoints as secretary Mrs. Valerie-Anne BASTIAN, private employee, residing in Luxembourg, who is also elected as scrutineer by the general meeting.

The board of the meeting having thus been constituted, the chairman declares and requests the notary to state:

I. - That the agenda of the meeting is the following:

Agenda

1. To fully restate the Company's articles of incorporation without amending the purpose clause.
2. Miscellaneous.

II.- That the shareholders present or represented, the proxyholders of the represented shareholders and the number of their shares are shown on an attendance list; this attendance list, signed by the proxyholders of the represented shareholders and by the board of the meeting, will remain annexed to the present deed to be filed at the same time with the registration authorities. The proxies of the represented shareholders, initialled ne varietur by the appearing parties will also remain annexed to the present deed.

III.- That the entire share capital being represented at the present meeting and all the shareholders represented declaring that they have had due notice and got knowledge of the agenda prior to this meeting, no convening notices were necessary.

IV.- That the present meeting, representing the entire share capital, is regularly constituted and may validly deliberate on all the items of the agenda.

Then the general meeting, after deliberation, unanimously takes the following resolutions:

Sole resolution

The general meeting finally decides to fully restate the Company's articles of incorporation which shall read as follows:

1. Corporate form / Name / Duration.

1.1 There exists among the subscribers and all those who may become owners of the shares hereafter issued, a company in the form of a société en commandite par actions under the name of "AI Keyemde (Luxembourg) Midco &

Cy S.C.A." (the "Company") which shall be governed by the law of August 10, 1915 concerning commercial companies, as amended (the "1915 Law"), as well as by the present articles of incorporation.

1.2 The Company is established for an unlimited duration.

2. Registered office.

2.1 The registered office of the Company (the "Registered Office") is established in the city of Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg.

2.2 The Registered Office may be transferred:

2.2.1 by the Manager (as defined below) to any other place within the same municipality in the Grand Duchy of Luxembourg;

2.2.2 to any other place in the Grand Duchy of Luxembourg (whether or not in the same municipality) by a resolution of the Shareholders of the Company passed in accordance with these Articles and the laws from time to time of the Grand Duchy of Luxembourg including the 1915 Law ("Luxembourg Law").

2.3 Should a situation arise or be deemed imminent, whether military, political, economic, social or otherwise, which would prevent normal activity at the Registered Office, the Registered Office may be temporarily transferred abroad until such time as the situation becomes normalised; such temporary measures will not have any effect on the Company's nationality and the Company will, notwithstanding this temporary transfer of the Registered Office, remain a Luxembourg company. The decision as to the transfer abroad of the Registered Office will be made by the Manager.

2.4 The Company may have offices and branches, both in the Grand Duchy of Luxembourg and abroad.

3. Objects. The objects of the Company are:

3.1 to act as an investment holding company and to co-ordinate the business of any corporate bodies in which the Company is for the time being directly or indirectly interested, and to acquire (whether by original subscription, tender, purchase, exchange or otherwise) the whole of or any part of the stock, shares, debentures, debenture stocks, bonds and other securities issued or guaranteed by any person and any other asset of any kind and to hold the same as investments, and to sell, exchange and dispose of the same;

3.2 to sell, lease, exchange, let on hire and dispose of any real or personal property and/or the whole or any part of the undertaking of the Company, for such consideration as the Manager thinks fit, including for shares, debentures or other securities, whether fully or partly paid up, of any person, whether or not having objects (altogether or in part) similar to those of the Company; to hold any shares, debentures and other securities so acquired; to improve, manage, develop, sell, exchange, lease, mortgage, dispose of, grant options over, turn to account and otherwise deal with all or any part of the property and rights of the Company;

3.3 to carry on any trade or business whatsoever and to acquire, undertake and carry on the whole or any part of the business, property and/or liabilities of any person carrying on any business;

3.4 to invest and deal with the Company's money and funds in any way the Manager thinks fit and to lend money and give credit in each case to any person with or without security;

3.5 to borrow, raise and secure the payment of money in any way the Manager or thinks fit, including by the issue (to the extent permitted by Luxembourg Law) of debentures and other securities or instruments, perpetual or otherwise, convertible or not, whether or not charged on all or any of the Company's property (present and future) or its uncalled capital, and to purchase, redeem, convert and pay off those securities;

3.6 to acquire an interest in, amalgamate, merge, consolidate with and enter into partnership or any arrangement for the sharing of profits, union of interests, co-operation, joint venture, reciprocal concession or otherwise with any person, including any employees of the Company;

3.7 to enter into any guarantee or contract of indemnity or suretyship, and to provide security, including the guarantee and provision of security for the performance of the obligations of and the payment of any money (including capital, principal, premiums, dividends, interest, commissions, charges, discount and any related costs or expenses whether on shares or other securities) by any person including any body corporate in which the Company has a direct or indirect interest or any person which is for the time being a member or otherwise has a direct or indirect interest in the Company or is associated with the Company in any business or venture, with or without the Company receiving any consideration or advantage (whether direct or indirect), and whether by personal covenant or mortgage, charge or lien over all or part of the Company's undertaking, property, assets or uncalled capital (present and future) or by other means; for the purposes of this Article 3.8 "guarantee" includes any obligation, however described, to pay, satisfy, provide funds for the payment or satisfaction of (including by advance of money, purchase of or subscription for shares or other securities and purchase of assets or services), indemnify and keep indemnified against the consequences of default in the payment of, or otherwise be responsible for, any indebtedness of any other person;

3.8 to do all or any of the things provided in any paragraph of this Article 3 (a) in any part of the world; (b) as principal, agent, contractor, trustee or otherwise; (c) by or through trustees, agents, sub-contractors or otherwise; and (d) alone or with another person or persons;

3.9 to do all things (including entering into, performing and delivering contracts, deeds, agreements and arrangements with or in favour of any person) that are in the opinion of the Manager incidental or conducive to the attainment of all or any of the Company's objects, or the exercise of all or any of its powers;

PROVIDED ALWAYS that the Company will not enter into any transaction which would constitute a regulated activity of the financial sector or require a business license under Luxembourg Law without due authorisation under Luxembourg Law.

4. Liability of the manager. The Manager is jointly and severally liable for all liabilities which cannot be met out of the assets of the Company. The holders of Shares (as defined below) shall refrain from acting on behalf of the Company in any manner or capacity other than by exercising their rights as Shareholders in general meetings and shall only be liable to the extent of their contributions to the Company.

5. Share capital.

5.1 The capital is fixed at four million eight hundred and ninety-six thousand two hundred and eighty-three Danish Krona (DKK 4,896,283.00) represented by four million eight hundred and ninety-six thousand two hundred and eighty-three (4,896,283) shares divided into (A) four million eight hundred and ninety-six thousand two hundred and eighty-two (4,896,282) ordinary shares of one Danish Krona (DKK 1.00) each divided into (i) four hundred and eighty-nine thousand six hundred and twenty-eight (489,628) ordinary shares of class A (the "Class A Shares"); (ii) four hundred and eighty-nine thousand six hundred and twenty-eight (489,628) ordinary shares of class B (the "Class B Shares"), (iii) four hundred and eighty-nine thousand six hundred and twenty-eight (489,628) ordinary shares of class C (the "Class C Shares"), (iv) four hundred and eighty-nine thousand six hundred and twenty-eight (489,628) ordinary shares of class D (the "Class D Shares"), (v) four hundred and eighty-nine thousand six hundred and twenty-eight (489,628) ordinary shares of class E (the "Class E Shares"), (vi) four hundred and eighty-nine thousand six hundred and twenty-eight (489,628) ordinary shares of class F (the "Class F Shares"), (vii) four hundred and eighty-nine thousand six hundred and twenty-eight (489,628) ordinary shares of class G (the "Class G Shares"), (viii) four hundred and eighty-nine thousand six hundred and twenty-eight (489,628) ordinary shares of class H (the "Class H Shares"), (ix) four hundred and eighty-nine thousand six hundred and twenty-eight (489,628) ordinary shares of class I (the "Class I Shares") and (x) four hundred and eighty-nine thousand six hundred and thirty (489,630) ordinary shares of class J (the "Class J Shares" and all together referred to as the "Shares"), each having such rights and obligations as set out in these Articles; and, (B) one (1) management share (the "Management Share") with a par value of one Danish Krona (DKK 1.00). The Management Share is held by Al Keyemde (Luxembourg) Midco S.á r.l., prenamed, as unlimited Shareholder (actionnaire commandité). In these Articles, "Shareholders" means the holders at the relevant time of the Shares and "Shareholder" shall be construed accordingly.

5.2 The Company may establish a share premium account (the "Share Premium Account") into which any premium paid on any Share is to be transferred. Decisions as to the use of the Share Premium Account are to be taken by the Shareholder(s) subject to the 1915 Law and these Articles.

5.3 The Company may, without limitation, accept equity or other contributions without issuing Shares or other securities in consideration for the contribution and may credit the contributions to one or more accounts. Decisions as to the use of any such accounts are to be taken by the Shareholder(s) subject to the 1915 Law and these Articles. For the avoidance of doubt, any such decision need not allocate any amount contributed to the contributor.

5.4 All Shares have equal rights subject as otherwise provided in these Articles.

5.5 The share capital of the Company may be increased or reduced by a resolution of the Shareholders adopted in the manner required for the amendment of the Articles.

5.6 The share capital of the Company may be reduced through the cancellation of Shares (except from the Class A Shares) including by the cancellation of one or more entire Classes of Shares through the repurchase and cancellation of all the Shares in issue in such Class(es). In the case of repurchases and cancellations of classes of Shares such cancellations and repurchases of Shares shall be made in the reverse alphabetical order (starting with Class J).

5.7 The company may redeem its own Shares subject to the conditions of the applicable law and in the following order of priority: (i) no class B shares may be redeemed if the Company has at the time of the redemption any class C shares outstanding, (ii) no class C shares may be redeemed if the Company has at the time of the redemption any class D shares outstanding, (iii) no class D shares may be redeemed if the Company has at the time of the redemption any class E shares outstanding, (iv) no class E shares may be redeemed if the Company has at the time of the redemption any class F shares outstanding, (v) no class F shares may be redeemed if the Company has at the time of the redemption any class G shares outstanding, (vi) no class G shares may be redeemed if the Company has at the time of the redemption any class H shares outstanding, (vii) no class H shares may be redeemed if the Company has at the time of the redemption any class I shares outstanding, (viii) no class I shares may be redeemed if the Company has at the time of the redemption any class J shares outstanding.

5.8 In the event of a reduction of share capital through the repurchase and the cancellation of a Class of Shares (in the order provided for in article 5.3), such Class of Shares gives right to the holders thereof pro rata to their holding in such class to the Available Amount (with the limitation however to the Total Cancellation Amount as determined by the general meeting of Shareholders) and the holders of Shares of the repurchased and cancelled Class of Shares shall receive

from the Company an amount equal to the Cancellation Value Per Share for each Share of the relevant Class held by them and cancelled.

5.8.1 The cancellation value per share shall be calculated by dividing the Total Cancellation Amount by the number of Shares in issue in the Class of Shares to be repurchased and cancelled (the "Cancellation Value Per Share").

5.8.2 The total cancellation amount shall be an amount determined by the board of managers and approved by the general meeting of the Shareholders on the basis of the relevant Interim Accounts (the "Total Cancellation Amount"). The Total Cancellation Amount for each of the Classes J, I, H, G, F, E, D, C and B shall be the Available Amount of the relevant Class at the time of the cancellation of the relevant class unless otherwise resolved by the general meeting of the Shareholders in the manner provided for an amendment of the Articles provided however that the Total Cancellation Amount shall never be higher than such Available Amount.

5.8.3 Upon the repurchase and cancellation of the Shares of the relevant Class, the Cancellation Value Per Share will become due and payable by the Company.

5.9 All Shares and the Management Share shall be issued in registered form or bearer form.

5.10 A register of registered shares shall be kept by the Company or by one or more persons designated thereto by the Company, and such register shall contain the name of each owner of registered shares, his residence or elected domicile as indicated to the Company and the number of shares held by him. The inscription of the Shareholder's name in the register of registered shares evidences his right of ownership of such registered Shares and Management Share.

5.11 Any share certificates shall be signed by the Manager.

5.12 The Manager may accept and enter in the register of registered Shares and Management Share a transfer on the basis of any appropriate document(s) recording the transfer between the transferor and the transferee. Shareholders shall provide the Company with an address to which all notices and announcements may be sent. Such address will also be entered into the register of registered shares. Shareholders may, at any time, change their address as entered into the register of Shareholders by means of a written notification to the Company from time to time.

5.13 The Management Share held by the Manager is freely transferable to a successor or additional manager with unlimited liability.

5.14 The Company recognizes only one owner per share. If one or more shares are jointly owned or if the ownership of such share(s) is disputed, all persons claiming a right to such share(s) have to appoint a single attorney to represent such share(s) towards the Company. The failure to appoint such attorney implies a suspension of all rights attached to such share(s).

6. Authorized capital.

6.1 The Company has an un-issued but authorised capital of a maximum amount of one billion Danish Krona (DKK 1,000,000,000.-) to be used in order to issue new Shares or to increase the nominal value of the Shares.

6.2 The sole purpose of the above authorised capital is to allow the issue of new Shares or the increase of the nominal value of the existing Shares in exchange of contribution in cash or in kind made by the Shareholders in execution of the capital calls made by the Manager.

6.3 The Manager is authorised to increase, during a period of five years after the date of publication of the Articles, in one or several steps, as it may determine from time to time in its discretion, the subscribed share capital. The authorisation may be renewed for a new period of maximum five years by resolution of the Manager. The Manager is specially authorised to issue the new Shares without reserving for the existing Shareholders the preferential right to subscribe for new Shares.

6.4 These new Shares may be subscribed in accordance with the terms and conditions determined by the Manager.

6.5 In particular, the Manager may decide to issue the new Shares subject to the constitution of a share premium, the amount and the allocation of which will be freely decided by the Manager.

6.6 The Manager may also determine the date of the issue and the number of new Shares having to be eventually subscribed and issued. It may proceed to such increase without reserving for the existing Shareholders a preferential right to subscribe to the new shares under issuance.

6.7 The Manager may delegate to any duly authorised person the duties of accepting subscriptions and receiving payment for new Shares representing part or all of such increased amounts of capital.

6.8 The Manager shall designate the person to whom a power of attorney is granted to have the increase of capital and the issue of new Shares enacted by a notary by virtue of a notarial deed on the basis of all the necessary documents evidencing the decision of the Manager, the above power of attorney, the subscription and the paying up of the new Shares.

6.9 Upon cash increase of the share capital of the Company by the Manager within the limits of the authorised share capital, the amount of the authorised capital specified in article 6.1 of the Articles shall be deemed to be decreased by an amount corresponding to such capital increase. Therefore the amounts specified in articles 5 and 6 of the Articles will be amended accordingly pursuant to the notarial deed enacting the increase of share capital.

7. Management.

7.1 The Company shall be managed by Al Keyemde (Luxembourg) Midco S.a r.l. prenamed (herein referred to as the "Manager").

7.2 In the event of legal incapacity, liquidation or other permanent situation preventing the Manager from acting as Manager of the Company, the Company shall not be immediately dissolved and liquidated, provided the Supervisory Board (as defined below) as provided for in Article 8.1 hereof appoints an administrator, who need not be a Shareholder, to effect urgent or mere administrative acts, until a general meeting of Shareholders is held, which such administrator shall convene within fifteen (15) days of his appointment. At such general meeting, the Shareholders may appoint, in accordance with the quorum and majority requirements for amendment of the articles, a successor manager. Failing such appointment, the Company shall be dissolved and liquidated.

7.3 Any such appointment of a successor manager shall not be subject to the approval of the Manager.

7.4 The Manager is vested with the broadest powers to perform all acts of administration and disposition within the purpose of the Company.

7.5 All powers not expressly reserved by law or by these articles to the general meeting of Shareholders or to the Supervisory Board are within the powers of the Manager.

7.6 Vis-à-vis third parties, the Company is validly bound by the sole signature of the Manager or by the signature(s) of any other person(s) to whom authority has been delegated by the Manager.

8. Supervisory board.

8.1 The affairs of the Company and its financial situation including in particular its books and accounts shall be supervised by a supervisory board (the "Supervisory Board"), comprising at least three (3) members. The Supervisory Board may be consulted by the Manager on such matters as the Manager may determine and may authorize any actions of the Manager that may, pursuant to law or regulation or under these articles of incorporation, exceed the powers of the Manager.

8.2 The Supervisory Board shall be elected by the annual general meeting of Shareholders for a period which may not exceed six (6) years. The members of the Supervisory Board may be re-elected. The Supervisory Board may elect one of its members as chairman.

8.3 The Supervisory Board shall be convened by its chairman or by the Manager.

8.4 A notice in writing, by telegram, telex, facsimile, e-mail or any other similar means of communication of any meeting of the Supervisory Board shall be given to all members of the Supervisory Board at least eight (8) days prior to the date set for such meeting, except in urgent circumstances, in which case the nature of such circumstances shall be set forth in the notice of meeting. This notice may be waived by consent in writing, by telegram, telex, facsimile, e-mail or any other similar means of communication. Separate notice shall not be required for meetings held at times and places fixed in a resolution adopted by the Supervisory Board.

8.5 The Supervisory Board can deliberate or act validly only if the members of the Supervisory Board are convened to the meeting in accordance with the above described procedure and if at least the majority of the members are present or represented.

8.6 No notice shall be required in case all the members of the Supervisory Board are present or represented at a meeting of such Supervisory Board or in case of resolutions in writing approved and signed by all the members of the Supervisory Board.

8.7 Any member may act at any meeting by appointing in writing, by telegram, telex or facsimile, e-mail or any other similar means of communication another member as his proxy. A member may represent several of his colleagues.

8.8 Resolutions of the Supervisory Board will be recorded in minutes signed by the chairman of the meeting. Copies of extracts of such minutes to be produced in judicial proceedings or elsewhere will be validly signed by the chairman of the meeting or any two members.

8.9 Resolutions are taken by a majority vote of the members present or represented. The resolution supported by the chairman will be adopted, if votes are even.

8.10 Resolutions in writing approved and signed by all the members of the Supervisory Board shall have the same effect as resolutions voted at the Supervisory Board meetings; each member shall approve such resolution in writing, by telegram, telex, facsimile, e-mail or any other similar means of communication. All such documents shall form the record that proves that such resolution has been taken.

8.11 Any member of the Supervisory Board may participate in any meeting of the Supervisory Board by conference-call or by other similar means of communication allowing all the persons taking part in the meeting to hear one another. The participation in a meeting by these means is equivalent to a participation in person at such meeting.

9. Decision of the shareholders.

9.1 The general meeting of Shareholders shall represent all the Shareholders. It shall have the powers to order, carry out or ratify acts relating to the operations of the Company, provided that, unless otherwise provided herein, no resolution shall be validly passed unless approved by the Manager.

9.2 General meetings of Shareholders shall be convened by the Manager or by the Supervisory Board. General meetings of Shareholders shall be convened pursuant to a notice given by the Manager setting forth the agenda and sent by registered letter at least eight (8) days prior to the meeting to each Shareholder at the Shareholder's address recorded in the register of registered shares.

9.3 The annual general meeting shall be held on the first Monday of June at 11 am at the registered office or at a place specified in the notice of meeting.

9.4 If such day is a legal or a bank holiday in Luxembourg, the annual general meeting shall be held on the next following business day.

9.5 Other meetings of Shareholders may be held at such places and times as may be specified in the respective notices of meeting.

10. Financial year - Annual accounts - Distribution of profits

10.1 The Company's fiscal year starts on the 1st day of January and ends on the 31st day of December.

10.2 The gross profit of the Company stated in the annual accounts, after deduction of general expenses, amortization and expenses represent the net profit.

10.3 An amount equal to five per cent (5%) of the net profits of the Company shall be allocated to a statutory reserve, until and as long as this reserve amounts to ten per cent (10%) of the Company's share capital.

10.4 The balance of the net profits may be distributed to the Shareholder(s) commensurate to his/their shareholding in the Company.

10.5 In the event of a dividend declaration, such dividend shall be allocated and paid as follows:

10.5.1 an amount equal to (i) 0.50% of the nominal value of each Class A Shares, (ii) 0.45% of the nominal value of each Class B Shares, (iii) 0.40% of the nominal value of each Class C Shares, (iv) 0.35% of the nominal value of each Class D Shares, (v) 0.30% of the nominal value of each Class E Shares, (vi) 0.25% of the nominal value of each Class F Shares, (vii) 0.20% of the nominal value of each Class G Shares, (viii) 0.15% of the nominal value of each Class H Shares and (ix) 0.10% of the nominal value of each Class I Shares shall be distributed equally to all Shareholders pro rata to their shares regardless of class, then

10.5.2 the balance of net profits shall be allocated in its entirety to the holders of the last class in the reverse alphabetical order (i.e. first Class J shares, then if no Class J shares are in existence, Class I shares and in such continuation until only Class B shares are in existence).

11. Amendments of the articles. Subject to the approval of the Manager, these articles may be amended from time to time by a general meeting of Shareholders under the quorum and majority requirements provided for by the 1915 Law.

12. Dissolution - Liquidation.

12.1 The Company shall not be dissolved by reason of the death, suspension of civil rights, insolvency or bankruptcy of the single Shareholder or of one of the Shareholders.

12.2 Except in the case of dissolution by court order, the dissolution of the Company may take place only pursuant to a decision adopted by the general meeting of Shareholders in accordance with the conditions laid down for amendments to the Articles. At the time of dissolution of the Company, the liquidation will be carried out by one or several liquidators, Shareholders or not, appointed by the Shareholders who shall determine their powers and remuneration.

12.3 After payment of all debts and any charges against the Company and of the expenses of the liquidation, the net liquidation proceeds shall be distributed to the Shareholders in conformity with and so as to achieve on an aggregate basis the same economic result as the distribution rules set for dividend distributions as set out under article 10.5.

13. Transfer of securities. General prohibition on transfer

13.1 No transfer of any Securities, or any interest in any Securities, may be made except pursuant to the Articles. For this purpose, an interest in any Securities is deemed to be transferred if a holder of Securities enters into an agreement with any person in respect of the exercise of votes attached to such Securities or creates an Encumbrance over such Securities.

Transfer requires Advent Investor Majority consent

13.2 The Transfer of any Security or beneficial interest in any Security is only effective with the prior written consent of the Advent Investor Majority subject to article 14 (Tag-Along Rights) or article 15 (Drag-Along Rights) or if permitted under the remaining provisions of this article 13, article 14 (Tag-Along Rights) or article 15 (Drag-Along Rights).

Permitted Transfers by the Advent Investors

13.3 The following transfers by Advent Investors are permitted under this article 13.3 (including any agreement in respect of the exercise of votes attached to Shares):

(a) in the case of an Advent Investor which is an undertaking, a transfer to an Affiliate of that Advent Investor provided that the transferee agrees with the Company that if the transferee ceases to be an Affiliate of the Advent Investor, all its Securities will be transferred to the original transferor or another Affiliate of the original transferor;

(b) any transfer of Securities by an Advent Investor (or a Permitted Transferee thereof pursuant to article 13.3(a)) which is a Fund or which is owned, directly or indirectly, by a Fund or Funds, or by its trustee, custodian or nominee or by an Investment Holding Company of such Fund or Funds:

(i) to any trustee, nominee or custodian for such Fund and vice versa;

(ii) to any Fund, or its trustee, nominee or custodian, managed or advised by the same manager or adviser as any such Fund; and/or

(iii) to any Investment Holding Company or entity investing alongside such Fund, or any trustee, nominee or custodian thereof;

(c) a transfer of up to ten (10) per cent. of the Shares to any employee, executive or non-executive director, officer or chairman of any Group member on or before the date falling nine (9) months from the date of Completion;

(d) subject a transfer on or after an Initial Public Offering provided that such transfer is permitted by any lock-up agreement which may be entered into in connection with such Initial Public Offering; or

(e) where that transfer is pursuant to, and in accordance with, article 14 (Tag-Along Rights) or article 15 (Drag-Along Rights).

Permitted transfers by the Co-Investor

13.4 The following transfers by the Co-Investor are permitted under this article 13.4:

(a) to an Affiliate provided that:

(i) the transfer is in respect of all Securities held by the Co-Investor; and

(ii) the transferee agrees with the Company that if the transferee ceases to be an Affiliate of the Co-Investor, all its Securities will be transferred to the Co-Investor or another Affiliate of the Co-Investor;

(b) a transfer on or after an Initial Public Offering provided that such transfer is permitted by any lock-up agreement which may be entered into in connection with such Initial Public Offering; or

(c) where that transfer is pursuant to, and in accordance with, article 14 (Tag-Along Rights) or 15 (Drag-Along Rights).

13.5 Notwithstanding the provisions of article 13.4 above, the Co-Investor shall not transfer any Shares or YFPECs or any other equity securities or Shareholder debt of the Company without, at the same time, also transferring an equal proportion of its holding of all Securities.

13.6 The Co-Investor Representative shall procure that the Co-Investor shall not, and no direct or indirect holder of shares in the Co-Investor shall, issue or permit the transfer of shares or securities such that the provisions of this article 13 which apply to the Co-Investor would be breached if they applied to such shares or securities.

Permitted transfers by Advisory Members

13.7 An Advisory Member is permitted to make the following transfers of Shares or YFPECs or his interest therein under this article 13.7:

(a) with the prior written consent of Advent Luxco;

(b) pursuant to and in accordance with article 14 (Tag-along rights);

(c) if required by article 15 (Drag-along rights); or

(d) to a Family Trust and, on a change of trustees, to the trustees for the time being of the Family Trust provided that:

(i) no such transfer can be made without the prior written consent of Advent Luxco including (acting reasonably and in good faith) a confirmation that it is satisfied:

(A) with the terms of the trust instrument relating to such Family Trust and in particular with the powers of the trustees pursuant to such instrument;

(B) with the identity of the proposed trustees;

and

(C) that no costs incurred in connection with the setting up or administration of the relevant Family Trust, or any Transfer of Securities by such Family Trust, are to be paid by the Company or any of its subsidiary undertakings; and

(ii) if and when any such Securities cease to be held by a Family Trust (including as a result of an individual ceasing to be a beneficiary of a Family Trust or a Spouse who is a beneficiary of a Family Trust ceasing to be a Spouse) the trustees shall transfer the relevant Securities back to the Investor.

End of transfer restrictions

13.8 This article 13 and article 14 (Tag-Along Rights) and 15 (Drag-Along Rights) shall cease to apply (except in relation to Securities which are in the process of being transferred and except article 13.8) upon the occurrence of a Sale or an Initial Public Offering.

Discretion to refuse to register a transfer

13.9 The Board may refuse to register the transfer of Securities in the relevant registers of the Company if they reasonably suspect that the proposed transfer may be fraudulent or in breach of the Articles, provided the transferee is informed of the refusal as soon as practicable and in any event within fifteen days of the transfer being lodged with the Company.

14. Tag-along rights. Tag-along mechanism

14.1 Subject to article 14.8, no transfer of any Securities (or any interest in any Securities) may be made by any Advent Investor (a "Selling Shareholder") that would result in a Proposed Tag-along Transfer unless the proposed Acquirer of such Securities has first made a written offer in accordance with article 14 to the Non-Selling Shareholders to purchase

a number of their Securities proportionate to the number being sold by the Selling Shareholder as a proportion of all the Selling Shareholder's Securities at the Notified Price, and on no less preferential terms and conditions (including time of payment, form of consideration, representations, warranties, covenants and indemnities (if any) provided they are given on a several basis) as to be paid and given to and by the Selling Shareholder.

14.2 Each Tagging Shareholder shall transfer the legal and beneficial title to its relevant Securities covered by the Proposed Tag-along Transfer to the relevant Acquirer on the terms set out in this article 14, by delivering to the Company on or before the date of completion of the Proposed Tag-along Transfer:

(a) if a certificate has been issued in respect of the relevant Securities, the relevant certificates (or an indemnity in respect thereof in a form reasonably satisfactory to the Board); and

(b) the duly executed sale agreement or form of acceptance in a form reasonably specified by the Selling Shareholder, in each case against payment of the aggregate consideration due to it.

14.3 Each Tagging Shareholder and the Selling Shareholder is responsible for his or its proportionate share of the costs of the Proposed Tag-along Transfer to the extent not paid or reimbursed by the Acquirer or the Company based on his or its number of Shares sold as a proportion of all Shares sold.

Advance notice of tag-along offer

14.4 The Selling Shareholder must give written notice to each Non-Selling Shareholder of each Proposed Tag-along Transfer at least ten (10) (or, in the case of the Advisory Member, five (5)) Business Days prior to signing a definitive agreement relating to the Proposed Tag-along Transfer providing details of the Acquirer and the proposed price and, to the extent available, the other terms and conditions of such proposed transfer.

Terms of tag-along offer

14.5 The Advent Investors shall procure that the written offer required to be given by the Acquirer under this article 14 is given not more than five (5) Business Days after the signing of the definitive agreement relating to the Proposed Tag-along Transfer and is open for acceptance during the Acceptance Period. The Selling Shareholder must deliver or cause to be delivered to the Non-Selling Shareholders copies of all transaction documents relating to the Proposed Tag-along Transfer promptly as the same become available.

Acceptance of tag-along offer

14.6 If a Non-Selling Shareholder wishes to accept the Acquirer's offer under article 14, it must do so by means of a written notice to the Selling Shareholder indicating its acceptance of the offer in respect of the number of its Securities specified in the written offer.

Effect of no acceptances of tag-along offer

14.7 If some or all of the Non-Selling Shareholders do not accept such offer within the Acceptance Period, the Proposed Tag-along Transfer is permitted to be made:

(a) within one hundred and eighty (180) Business Days after the expiry of that period;

(b) so long as it takes place on terms and conditions no more favourable in any respect to the Selling Shareholder than those stated in the written offer; and

(c) on the basis that all of the Securities proposed to be sold under the Proposed Tag-along Transfer are transferred.

Exclusions

14.8 The provisions of article 14 will not apply to any transfers of Securities:

(a) in respect of which a Drag-Along Notice has been served; or

(b) which is a Permitted Transfer; or

(c) to a new holding company of the Company which is established for the purposes of planning for a reorganisation or an Exit and in which the share capital structure (principally the shareholdings) of the Company is and the rights of the parties are replicated in all material respects.

15. Drag-along rights. Drag-along mechanism

15.1 If a Selling Shareholder agrees terms for a Proposed Drag-Along Sale with a Third Party Purchaser (each, a "Dragging Shareholder") then, on receipt of written notification from the Dragging Shareholder(s), all the Dragged Shareholders are bound to transfer to the Third Party Purchaser such proportion of their Securities as equals the proportion which the number of Securities being transferred by the Dragging Shareholder(s) bears to the total number of Securities held by the Dragging Shareholder(s) prior to such transfer, on the same terms as agreed by the Dragging Shareholder(s) (save as provided this article 15).

15.2 Each Dragged Shareholder shall transfer the legal and beneficial title to its dragged Securities to the Third Party Purchaser on the terms of this article 15, by delivering to the Company on or before the date of the completion of the Proposed Drag-Along Sale:

15.2.1 if a certificate has been issued for the Securities, the relevant certificates (or an indemnity in respect thereof in a form reasonably satisfactory to the Board); and

15.2.2 a duly executed sale agreement in a form agreed by the Dragging Shareholder, and will transfer on the date of the completion of the Proposed Drag-Along Sale, the legal and beneficial title to the dragged Securities to the Third Party Purchaser free from all Encumbrances and with full title guarantee against payment of the aggregate consideration due.

Drag-Along Notice

15.3 The Drag-Along Notice must set out the number of Securities proposed to be transferred, the name and address of the proposed Third Party Purchaser, the proposed amount and form of consideration and any other terms and conditions of payment offered for the Securities. The Drag-Along Notice may make provision for the Dragged Shareholders to elect to receive either the same consideration as received by the Dragging Shareholder(s) or consideration in the form of shares or preferred equity certificates or loan notes on different terms to those agreed by the Dragging Shareholder(s), and the proposed Third Party Purchaser may offer a preferred equity certificate and/or a loan note and/or share and/or cash alternative to the Dragging Shareholder(s) and/or Dragged Shareholders, provided the Dragged Shareholders are given the same economic equivalent consideration pro rated by reference to their holdings of Securities or choice among forms of consideration as the Dragging Shareholder(s), and if the consideration includes securities or other assets, the same contractual rights to sell or transfer or otherwise obtain liquidity as are given to the Dragging Shareholder(s). The Drag-Along Notice must specify a date, time and place for the Dragged Shareholder to execute transfers and pre-emption waivers in respect of their Shares, being a date which is not less than ten (10) Business Days after the date of the Drag-Along Notice (and not earlier than the transfer by the Dragging Shareholder(s)). The Drag-Along Notice may be expressed to be conditional upon completion of the sale by the Dragging Shareholder(s). A Drag-Along Notice shall be valid for a period of twelve (12) months from the date of issue.

Execution of transfers and pre-emption waivers

15.4 If a Dragged Shareholder does not, prior to the date specified in the Drag-Along Notice, execute transfers and pre-emption waivers in respect of his Securities (the "Defaulting Shareholder"), then each member of the Board (individually) is authorised to execute, complete and deliver as agent for and on behalf of that Dragged Shareholder each of the documents referred to in article 15.2 and on the same terms as those accepted by the Dragging Shareholder(s) (including, without limitation, the same form of consideration, which may include shares and/or other security issued by the Third Party Purchaser) and, against receipt by the Company the consideration payable for the Securities deliver the transfers and any pre-emption waivers to the Third Party Purchaser (or its nominee) and register the Third Party Purchaser (or its nominee) as the holder of those Securities. After the Third Party Purchaser or its nominee has been registered as the holder, the validity of such proceedings may not be questioned by any person. The Company will deliver the consideration payable for each Dragged Shareholder's Securities held in accordance with article 15.4 for a member to that member as soon as practicable following the delivery to the Company by that member of his original share certificate(s) and/or other relevant instrument(s) in respect of such Securities or an indemnity for the lost certificate(s) or instrument(s) in a form reasonably acceptable to the Dragging Shareholder(s).

15.5 Following the issue of a Drag-Along Notice, if any person becomes a New Member, a Drag-Along Notice is deemed to have been served upon the New Member on the same terms as the previous Drag-Along Notice. The New Member will be bound to sell and transfer all such Securities acquired by him or it to the Third Party Purchaser or as the Third Party Purchaser may direct and the provisions of article 15.4 shall apply (with necessary modifications) to the New Member save that completion of the sale of such Securities shall take place immediately following the registration of the New Member as a Shareholder.

16. Pre-emption rights.

16.1 Subject to the remaining provisions of this article 16, prior to any proposed issuance of Shares or other securities (including, without limitation, any debt securities) by the Company, the Company shall give to the Co-Investor by written notice the right for a period of thirty (30) days from the date of such notice, to subscribe for Shares or such other securities pro rata to its holding of Shares as of the date of such offer, at the same purchase price per Share or such other security and under the same terms of the proposed issuance.

Emergency Issues

16.2 Each party agrees, if the Advent Investor Majority proposes an Emergency Issue (as defined below), to:

16.2.1 consent to any board or Shareholder's meeting of the Company being held on short notice to implement it; and

16.2.2 on any Shareholder vote in respect of the implementation of the Emergency Issue (including the disapplication of pre-emption rights), to vote in the same way as the Investor on any resolution required in order to effect an Emergency Issue.

16.3 For the purpose of article 16.2 "Emergency Issue" means any issue of securities in the Company where:

16.3.1 there has occurred and is continuing an Event of Default under (and as defined in) a Finance Document where such Event of Default has not been waived by the relevant providers of finance; or

16.3.2 in the reasonable opinion of the Advent Investor Majority there is a likelihood of an Event of Default under (and as defined in) any Finance Document occurring and the issue of securities is, in the reasonable opinion of Advent Investors, necessary to avoid the Event of Default occurring; or

16.3.3 any Group member, under any applicable law, is deemed to be insolvent or unable, or admits its inability, to pay its debts as they fall due (an "Event of Insolvency"); or

16.3.4 in the reasonable opinion of the Advent Investor Majority there is a possibility of an Event of Insolvency occurring and the issue of securities is, in the reasonable opinion of Advent Investors, necessary to avoid the Event of Insolvency occurring.

16.4 The Company shall inform the Co-Investor promptly by written notice when an Emergency Issue is proposed (an "Emergency Issue Notice"), and the procedures shall not apply. The Co-Investor shall be entitled but not obliged to acquire such number of Shares or other Securities as it would have been entitled to by reference to its total holding of Shares immediately prior to the Emergency Issue on the same terms (including price) as the Advent Investors, for up to thirty (30) Business Days after the date of the Emergency Issue Notice.

Rights of pre-emption may be exercised on a pro rata basis only

16.5 The rights of the Co-Investor to subscribe for Shares or other securities pursuant to this article 16 are subject to the Co-Investor:

(a) acquiring any other shares, bonds, loan notes or other securities or debt instruments acquired by the Advent Investors as part of the issuance, in the same proportions and on the same terms as the Advent Investors; and

(b) subscribing for all (and not part) of its entitlement to Shares and other Securities.

17. Definition. When used in these Articles the following terms shall have the meanings set out below, it being understood that any legal term for any action, remedy, method of judicial proceeding, legal document, legal status, court, official or any legal concept of thing shall in respect of any relevant jurisdiction be deemed to include what most nearly approximates in that jurisdiction to the legal term used herein:

"Acceptance Period" the period beginning with the date of the written offer given pursuant to article 14 and ending not less than ten (10) Business Days after the date of the written offer such period to be specified in the written offer;

"Acquirer" any person or group of persons acting in concert (other than an Advent Investor or its Affiliates or a Permitted Transferee) interested in acquiring Shares from a Selling Shareholder;

"Acquisition" the acquisition by Bidco of the Target under the Sale and Purchase Agreement;

"Advent Investor Majority" Advent Investor(s) together (and with their nominees) holding directly (or indirectly through their nominees and/or wholly-owned subsidiaries) more than half of the aggregate of the Shares in issue from time to time held by the Advent Investors;

"Advent Investors" means AI Keyemde (Luxembourg) S.a r.l.;

"Advent Luxco" AI Keyemde (Luxembourg) Subco S.a r.l.;

"Advisory Member" means an individual holding Securities, a Permitted Transferee thereof or a person approved by Advent Luxco to hold Securities on their or its behalf;

"Affiliate" with respect to a person (the "First Person"):

(a) another person that, directly or indirectly through one or more intermediaries, controls, or is controlled by, or is under common control with, the First Person;

(b) a pooled investment vehicle organised by the First Person (or an Affiliate thereof) the investments of which are directed by the First Person (or an Affiliate thereof);

(c) a Fund organised by the First Person for the benefit of the First Person's (or its Affiliates') partners, officers or employees or their dependants; or

(d) a successor trustee or nominee for, or a successor by re-organisation of, a qualified trust, and "Affiliated" shall be construed accordingly;

"Available Amount": means the total amount of net profits of the Company (including carried forward profits) to the extent the Shareholder would have been entitled to dividend distributions according to Art. 10.5 of the Articles, increased by (i) any freely distributable reserves (including for the avoidance of doubt the share premium reserve) and (ii) as the case may be by the amount of the share capital reduction and legal reserve reduction related to the Class of Shares to be cancelled but reduced by (i) any losses (included carried forward losses) and (ii) any sums to be placed into reserve (s) pursuant to the requirements of law or of the Articles, each time as set out in the relevant Interim Accounts (without for the avoidance of doubt, any double counting) so that:

$$AA = (NP + P + CR) - (L + LR)$$

Whereby:

AA= Available Amount

NP = net profits (including carried forward profits) to the extent that Shareholders would have been entitled to dividends distributions according to Article 10.4 of the Articles.

P = any freely distributable reserves

CR = the amount of the share capital reduction and legal reserve reduction relating to the Class of Shares to be cancelled

L= losses

LR = any sums to be placed into reserve(s) pursuant to the requirements of law or of the Articles.

"Bidco" Al Keyemde 3 ApS;

"Board" the board of managers of the Manager from time to time;

"Business Day" a day, except a Saturday or Sunday or a public holiday in the United Kingdom, Luxembourg, United States and Denmark on which clearing banks are generally open for business;

"Co-Investment Scheme" any Fund which co-invests alongside a Fund;

"Co-Investors" the persons other than Advent Investors and any Advisory Member(s), and "Co-Investor" means any of them;

"Company" Al Keyemde (Luxembourg) Midco & Cy S.C.A.

"Completion" means the completion of Advent Luxco's and the Co-Investor's obligations to acquire (and pay for) the Shares;

"Defaulting Shareholder" is defined in article 15.4.

"Drag-Along Notice" notice from the Dragging Shareholder(s) to each Dragged Shareholder of any Proposed Drag-Along Sale to be given as soon as practicable after reaching agreement in respect of the Proposed Drag-Along Sale;

"Dragged Shareholders" Shareholders other than the Dragging Shareholder(s);

"Dragging Shareholder" is defined in article 15.1;

"Emergency Issue" is defined in article 16.3;

"Emergency Issue Notice" is defined in article 16.4;

"Encumbrance" any charge, debenture, mortgage, pledge, lien, assignment, hypothecation, security interest, rights of pre-emptions and options, title retention, third party rights or other security agreement or arrangement;

"Event of Insolvency" is defined in article 16.3(c);

"Exit" the date of admission of equity securities to trading on a public securities market pursuant to an Initial Public Offering or the date on which an agreement or agreements for a Sale become unconditional in all respects or the date of a Liquidation;

"Family Trust" the holding of up to fifty (50) per cent. of Securities held by any Advisory Member on trust, discretionary or otherwise, under which an individual or his Spouse is solely interested in Securities;

"Finance Documents" the Senior Loan Agreement and/or any other finance agreement entered into in respect of the re-financing of the Acquisition and all security documents and other documents entered into in connection with any of them and "Finance Document" means any of them;

"FPO" the Financial Services and Markets Act (Financial Promotion) Order 2001;

"FSMA" the Financial Services and Markets Act 2000;

"Fund" any collective investment scheme (as defined in the FSMA) or any high net worth company, high net worth unincorporated association and high value trust (each as defined in the FPO), partnership, limited partnership, pension fund or insurance company, in any such case the principal business of which is to make investments and whose business is managed by an Investment Manager and any subsidiary or parent undertaking of any of the foregoing;

"Group" the Company and its subsidiary undertakings from time to time, and "Group member" and "member of the Group" any of them;

"Initial Public Offering" the first public offering of any class of equity securities by Topco (or a new holding company interposed for the purposes of being a successor of Topco) in the legal form (after conversion if necessary) that results in a listing of such class of securities on a public securities market, whether effected by way of an offer for sale, a new issue of shares, an introduction, a placing or otherwise;

"Interim Accounts" means the interim accounts of the Company as at the relevant Interim Account Date.

"Interim Account Date" means the date no earlier than eight (8) days before the date of the repurchase and cancellation of the relevant Class of Shares.

"Investment Holding Company" an entity wholly or substantially wholly owned by a Fund;

"Investment Manager" a person whose principal business is to make, manage or advise upon investments;

"Investor" Al Keyemde & Cy S.C.A.;

"Investor Representative" Advent International Corporation of 75 State St, Boston, MA 02109 or such other person as Advent International Corporation may from time to time notify the Company in writing;

"Liquidation" the making of a winding up order by a court of competent jurisdiction or the passing of a resolution by members of Topco or the Investor that Topco or the Investor (as the case may be) be wound up;

"Manager" Al Keyemde (Luxembourg) Midco S.a r.l.;

"New Member" a person becoming a new Shareholder of the Company due to the exercise of a pre-existing option to acquire Shares in the Company following the issue of a Drag-Along Notice;

"Non-Selling Shareholders" each holder of Securities who is not a Selling Shareholder provided that, if the relevant Proposed Tag-Along Transfer is not a proposed transfer of fifty (50) per cent. or more of the Securities held by the

Advent Investors and/or their Permitted Transferees, the Non-Selling Shareholders shall not include any Advisory Member;

"Notified Price" the same price per Security offered by the Acquirer to the Selling Shareholder(s);

"Permitted Transfer" a transfer of Securities permitted in accordance with clause 13 and "Permitted Transferee" shall be construed accordingly;

"Proposed Drag-Along Sale" the proposed sale to the Third Party Purchaser of any Securities by the Advent Investors and/or their Permitted Transferees;

"Proposed Tag-along Transfer" the proposed transfer of any Securities by the Advent Investors and/or their Permitted Transferees other than a Permitted Transfer;

"Sale" the sale and transfer of all the shares in Topco or the sale of the whole (or substantially the whole) of the consolidated assets and undertakings of Topco;

"Sale and Purchase Agreement" the sale agreement dated 15 October 2012 between the Sellers (as defined therein) and Bidco relating to the acquisition of the Target and all other agreements to be entered into in connection with or delivered under it, as may be amended and/or restated from time to time;

"Securities" Shares and YFPECs and any other equity securities or Shareholder debt, in each case issued to the Shareholders from time to time;

"Selling Shareholder" is defined in article 14.1;

"Senior Loan Agreement" the facilities agreement dated 15 October 2012 between, amongst others, Bidco and certain financing banks;

"Shareholders" the holders of Shares;

"Shares" the ordinary shares, in the capital of the Company, the rights of which are set out in the Articles and "Share" means any of them;

"Spouse" a person who is married to or has been permanently co-habiting for a minimum of five years with a Shareholder who is an individual;

"Syndicatee" a person wishing to acquire a direct or indirect interest in Securities issued or to be issued to the Advent Investors pursuant to this Agreement;

"Tagging Shareholder" a Non-Selling Shareholder who accepts an offer made in accordance with article 14;

"Target" KMD Equity Holding A/S;

"Target Companies" the Target and each of its subsidiary undertakings;

"Third Party Purchaser" bona fide arms-length third party purchaser (being a person or group of persons acting in concert, other than an Advent Investor or its Affiliates) of the Dragging Shareholders' Securities;

"Topco" Al Keyemde ApS;

"Transfer" a transfer, sale, assignment, pledge, hypothecation or other disposition, whether directly or indirectly, including pursuant to the creation of a derivative security, the grant of an option or other right, the imposition of a restriction on disposition or voting, by operation of law or by any disposition of an ownership interest in any parent holding company of the relevant person and "Transferred", "Transferor" and "Transferee" shall be construed accordingly;

"YFPEC Instrument" any terms and conditions entered into by the Company and governing the YFPECs; and

"YFPECs" (i) the yield free preferred equity certificates of the Company with a nominal value of DKK 1 each governed by the YFPEC Instrument; and (ii) any new yield free preferred equity certificates of the Company issued from time to time on the same or substantially the same terms as those issued pursuant to the YFPEC Instrument.

There being no further business, the meeting is closed.

Whereof the present deed is drawn up in Luxembourg, on the day stated at the beginning of this document.

The undersigned notary who speaks and understands English, states herewith that the present deed is worded in English, followed by a French version; on request of the appearing person and in case of divergence between the English and the French text, the English version will prevail.

The document having been read to the persons appearing known to the notary by their surnames, first names, civil status and residences, these persons signed together with the notary the present deed.

Suit la traduction en français du texte qui précède

L'an deux mille douze, le vingt décembre.

Par-devant Maître Jean-Joseph WAGNER, notaire de résidence à Sanem, Grand-Duché de Luxembourg.

s'est réunie l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires de «Al Keyemde (Luxembourg) Midco & Cy S.C.A.» (ci-après la «Société»), une société en commandite par actions constituée et existant selon les lois du Grand-Duché de Luxembourg, ayant son siège social au 2-4, rue Beck, L-1222 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, immatriculée auprès du registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 171.700, constituée suivant acte notarié en date du 12 septembre 2012, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations (le

«Mémorial C») du 23 octobre 2012, numéro 2626. Les statuts ont été modifiés suivant un acte reçu par le notaire soussigné en date du 19 décembre 2012, non encore publié au Mémorial C.

L'assemblée est sous la présidence de Madame Linda HARROCH, avocat, demeurant à Howald, Luxembourg, qui désigne comme secrétaire Madame Valérie-Anne BASTIAN, employée privée, demeurant à Howald, Luxembourg, qui est aussi choisie comme scrutateur.

Le bureau ainsi constitué, le président expose et prie le notaire instrumentant d'acter:

I. - Que la présente assemblée générale extraordinaire a pour ordre du jour:

Ordre du jour:

1. Modifier et refondre les statuts de la Société.

2. Divers.

II. - Que les actionnaires représentés, la mandataire des actionnaires représentés, ainsi que le nombre des actions qu'ils détiennent sont indiqués sur une liste de présence; cette liste de présence, après avoir été signée par la mandataire des actionnaires représentés ainsi que par les membres du bureau, restera annexée au présent procès-verbal pour être soumise avec lui à la formalité de l'enregistrement. Resteront pareillement annexées aux présentes les procurations des actionnaires représentés, après avoir été paraphées et paraphées par les comparants.

III. - Que l'intégralité du capital social étant représenté à la présente assemblée et tous les actionnaires représentés se reconnaissant dûment convoqués et déclarant par ailleurs avoir eu connaissance de l'ordre du jour qui leur a été communiqué au préalable, aucune notice de convocation n'a été nécessaire.

IV. - Que la présente assemblée, réunissant l'intégralité du capital social, est régulièrement constituée et peut délibérer valablement, telle qu'elle est constituée, sur tous les points portés à l'ordre du jour.

Ainsi, l'assemblée générale des actionnaires, après avoir délibéré, prend, à l'unanimité des voix, les résolutions suivantes:

Résolution unique

L'assemblée des actionnaires décide de modifier et de refondre les statuts de la Société sans changer l'objet de la Société, qui devront désormais dès lors être lu comme suit:

1. Forme / Dénomination sociale / Durée.

1.1 Il existe entre les souscripteurs et tous ceux qui deviendront propriétaires par la suite des actions ci-après créées, une société en commandite par actions sous la dénomination de «Al Keyemde (Luxembourg) Midco & Cy S.C.A.» (la «Société»), qui sera soumise à la loi du 10 août 1915 relative aux sociétés commerciales, telle que modifiée («Loi de 1915»), ainsi qu'aux présents statuts.

1.2 La Société est constituée pour une durée illimitée.

2. Siège social.

2.1 Le siège social de la Société (le «Siège Social») est établi dans la ville de Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg.

2.2 Le Siège Social peut être transféré:

2.2.1 en tout autre endroit au sein de la même commune du Grand-Duché de Luxembourg par son Gérant (tel que définit ci-dessous);

2.2.2 en tout autre endroit du Grand-Duché de Luxembourg (au sein de la même commune ou non) par résolution des associés commanditaires de la Société prise en conformité avec ces Statuts et les lois en vigueur au Grand-Duché de Luxembourg notamment la Loi de 1915 (la «Loi Luxembourgeoise»).

2.3 Au cas où des événements d'ordre militaire, politique, économique ou social de nature à compromettre l'activité normale au Siège Social de la Société se seraient produits ou seraient imminents, le Siège Social pourra être transféré provisoirement à l'étranger jusqu'à cessation complète de ces circonstances anormales; cette mesure provisoire n'aura toutefois aucun effet sur la nationalité de la Société, laquelle, nonobstant ce transfert provisoire de siège social, restera de nationalité luxembourgeoise. La décision de transférer le Siège Social à l'étranger sera prise par le Gérant.

2.4 La Société peut ouvrir des bureaux ou des succursales au sein du Grand-Duché de Luxembourg et à l'étranger.

3. Objet. L'objet de la Société est:

3.1 d'agir en tant que société holding d'investissement et de coordonner l'activité de toutes entités dans lesquelles la Société a un intérêt direct ou indirect, et d'acquérir (soit par souscription originale, offre publique, achat, échange ou autre) la totalité ou une partie du capital, des actions, des obligations, des bons ou autres titres émis ou garantis par toute personne et tout autre actif et de les détenir en tant qu'investissements, de les vendre, de les échanger et d'en disposer;

3.2 de vendre, louer, échanger, de mettre ou de prendre en location et de disposer de tout bien immeuble ou meuble et/ou de la totalité ou d'une partie du fonds de commerce de la Société, pour toute contrepartie que le Gérant estime adéquate, incluant pour les actions, obligations ou autres titres, totalement ou partiellement libérés, de toute personne, ayant ou non (en totalité ou en partie) un objet similaire à celui de la Société; de détenir toutes actions, obligations et autres titres ainsi acquis; d'améliorer, gérer, développer, vendre, échanger, louer, hypothéquer, disposer de, octroyer des options sur, ou négocier la totalité ou une partie des biens et droits de la Société;

3.3 de réaliser tout commerce ou affaires de toutes sortes et d'acquérir, entreprendre ou poursuivre tout ou une partie des affaires, des biens et/ou passifs de toute personne réalisant des affaires;

3.4 d'investir et de négocier de l'argent et les fonds de la Société de quelque manière que le Gérant estime adéquate et de prêter de l'argent et d'octroyer crédit à toute personne avec ou sans garantie;

3.5 d'emprunter, lever ou garantir le paiement de sommes d'argent de quelque manière que le Gérant estime adéquate, incluant l'émission (dans le cadre permis par la Loi Luxembourgeoise) d'obligations et autres titres ou instruments financiers, perpétuels ou autre, convertibles ou non, à payer ou non sur la totalité ou une partie des biens de la Société (présents et futurs) ou sur son capital non encore libéré, et d'acheter, racheter, convertir et rembourser ces titres;

3.6 d'acquérir tout intérêt dans, fusionner avec, ou entrer dans tout partenariat ou accord relatif au partage de profits, l'union d'intérêts, la coopération, la participation en société, la concession mutuelle ou autre, avec toute personne, incluant tout employé de la Société;

3.7 de conclure toute garantie ou tout engagement d'indemniser, et de fournir toute sûreté incluant les garanties et octroi de sûretés pour la réalisation d'obligations et le paiement de toute somme d'argent (incluant le capital, le principal, les primes, dividendes, intérêts, commissions, charges, escomptes ou tous coûts relatifs ou dépenses sur actions ou autre titres) par toute personne incluant toute entité sociale dans laquelle la Société a un intérêt direct ou indirect ou toute personne étant membre ou ayant un intérêt direct ou indirect dans la Société ou étant associée avec la Société dans toute activité ou entreprise, que la Société en reçoive ou non une contrepartie ou un avantage (direct ou indirect), soit par engagement personnel ou hypothèque, sûreté ou privilège sur tout ou une partie du fonds de commerce, des biens, des actifs ou du capital non encore libéré de la Société (présent et futur) ou par tout autre moyen; pour les besoins du présent Article 3.8 «garantie» inclut toute obligation, quel qu'en soit le libellé, de payer, satisfaire, fournir des fonds pour le paiement ou la satisfaction de (incluant l'avance d'argent, l'achat ou la souscription d'actions ou autres titres et l'achat d'actifs ou de services), d'indemniser et maintenir indemnisé contre les conséquences d'un défaut de paiement, ou d'être responsable, de toute autre manière, des dettes de toute autre personne;

3.8 de faire toute chose prévue aux paragraphes du présent Article 3 (a) dans toute partie du monde; (b) en tant que commettant, agent, le contractant, fiduciaire ou autre; (c) par l'intermédiaire de fiduciaires, agents, sous-contractants ou autres; (d) seul ou avec d'autre(s) personne(s);

3.9 de faire toutes choses (incluant conclure, réaliser ou délivrer des contrats, actes, accords et arrangements avec ou en faveur de toute personne) que le Gérant considère comme incitant ou propice à l'accomplissement de tout ou partie de l'objet social de la Société, ou l'exercice de tout ou partie des pouvoirs de celle-ci;

SOUS RESERVE que la Société n'entrera jamais dans aucune opération qui constituerait une activité réglementée du secteur financier ou qui exigerait une licence professionnelle conformément à la Loi Luxembourgeoise, sans l'autorisation requise par celle-ci.

4. Responsabilité du gérant commandite. Le Gérant est conjointement et solidairement responsable de toutes les dettes qui ne peuvent être payées par les actifs de la Société. Les porteurs d'Actions (telles que définies ci-dessous) s'abstiendront d'agir pour le compte de la Société de quelque manière ou en quelque qualité que ce soit autrement qu'en exerçant leurs droits d'Actionnaires lors des assemblées générales, et ne sont tenus que dans la limite de leurs apports à la Société.

5. Capital social.

5.1 Le capital social de la Société est de quatre millions huit cent quatre-vingt-seize mille deux cent quatre-vingt-trois Couronnes danoises (DKK 4.896.283,00), représenté par quatre millions huit cent quatre-vingt-seize mille deux cent quatre-vingt-trois (4.896.283) actions, divisées en (A) quatre millions huit cent quatre-vingt-seize mille deux cent quatre-vingt-deux (4.896.282) actions ordinaires d'une valeur d'une Couronne danoise (DKK 1.-) chacune subdivisées en (i) quatre cent quatre-vingt-neuf mille six cent vingt-huit (489.628) actions de catégorie A, (les «Actions de catégorie A»), (ii) quatre cent quatre-vingt-neuf mille six cent vingt-huit (489.628) actions de catégorie B, («Actions de catégorie B»), (iii) quatre cent quatre-vingt-neuf mille six cent vingt-huit (489.628) actions de catégorie C, («Actions de catégorie C») (iv) quatre cent quatre-vingt-neuf mille six cent vingt-huit (489.628) actions de catégorie D, (les «Actions de catégorie D»), (v) quatre cent quatre-vingt-neuf mille six cent vingt-huit (489.628) actions de catégorie E, (les «Actions de catégorie E»), (vi) quatre cent quatre-vingt-neuf mille six cent vingt-huit (489.628) actions de catégorie F, (les «Actions de catégorie F»), (vii) quatre cent quatre-vingt-neuf mille six cent vingt-huit (489.628) actions de catégorie G, (les «Actions de catégorie G»), (viii) quatre cent quatre-vingt-neuf mille six cent vingt-huit (489.628) actions de catégorie H, (les «Actions de catégorie H»), (ix) quatre cent quatre-vingt-neuf mille six cent vingt-huit (489.628) actions de catégorie I, (les «Actions de catégorie I») et (x) quatre cent quatre-vingt-neuf mille six cent trente (489.630) actions de catégorie J, (les «Actions de catégorie J») référencées ensemble comme les «Actions») et (B) une (1) action de commandité (l'«Action de Commandité») ayant une valeur nominale d'une Couronne danoise (DKK 1.-). L'Action de Commandité sera détenue par Al Keyemde (Luxembourg) Midco S.à r.l., actionnaire commandité de la Société. Dans les présents Statuts, "Actionnaires" signifie les détenteurs au moment opportun d'actions ordinaires et "Associé" devra être interprété conformément.

5.2 La Société peut établir un compte de prime d'émission (le «Compte de Prime d'Emission») sur lequel toute prime d'émission payée pour toute Action sera versée. Les décisions visant à utiliser le Compte de Prime d'Emission doivent être prises par les Actionnaires conformément à la Loi de 1915 et aux présents Statuts.

5.3 La Société peut, sans restriction, accepter de l'équité ou d'autres contributions sans émettre des nouvelles Actions ou d'autres titres en contrepartie de celles-ci et peut inscrire ces contributions sur un ou plusieurs comptes. Les décisions relatives à l'utilisation de l'un de ces comptes doivent être prises par les Actionnaires conformément à la Loi de 1915 et aux présents Statuts. Pour éviter tout doute une telle décision ne doit allouer aucune des contributions au contributeur.

5.4 Toutes les Actions ont des droits égaux sous réserve des règles différentes fixées dans les présents Statuts.

5.5 Le capital souscrit pourra être augmenté ou réduit par décision des Actionnaires statuant comme en matière de modification des statuts.

5.6 Le capital social de la Société peut être réduit par l'annulation des Actions (à l'exception des Actions de Catégorie A) y compris par l'annulation d'une ou de plusieurs Catégories d'Actions par le rachat et annulation de toutes les Actions émises dans ladite (ou lesdites) Catégorie(s). En cas de rachats et annulations des catégories d'Actions ces annulations et rachats seront effectués dans l'ordre alphabétique inversé (commençant par la Catégorie J).

5.7 La Société pourra racheter ses propres Actions dans les conditions requises par la loi et dans l'ordre de priorité suivant: (i) aucune action de catégorie B ne pourra être rachetée si la Société dispose au moment du rachat d'actions de catégorie C, (ii) aucune action de catégorie C ne pourra être rachetée si la Société dispose au moment du rachat d'actions de catégorie D, (iii) aucune action de catégorie D ne pourra être rachetée si la Société dispose au moment du rachat d'actions de catégorie E, (iv) aucune action de catégorie E ne pourra être rachetée si la Société dispose au moment du rachat d'actions de catégorie F, (v) aucune action de catégorie F ne pourra être rachetée si la Société dispose au moment du rachat d'actions de catégorie G, (vi) aucune action de catégorie G ne pourra être rachetée si la Société dispose au moment du rachat d'actions de catégorie H, (vii) aucune action de catégorie H ne pourra être rachetée si la Société dispose au moment du rachat d'actions de catégorie I, et (viii) aucune action de catégorie I ne pourra être rachetée si la Société dispose au moment du rachat d'actions de catégorie J.

5.8 Dans le cas d'une réduction du capital social par le rachat et l'annulation d'une Catégorie d'Actions (dans l'ordre prévu dans l'article 5.3), une telle Catégorie d'Actions donne droit à leurs détenteurs au pro-rata de leur détention dans cette catégorie, au Montant Disponible (dans la limite cependant du Montant Total d'Annulation (comme défini plus bas) tel que déterminé par l'assemblée générale des actionnaires) et les détenteurs d'Actions recevront de la Société un montant égal à la Valeur d'Annulation par Action (comme défini plus bas) pour chaque Action de la catégorie concernée détenue par eux et annulée.

5.8.1 La «Valeur d'Annulation par Action» sera calculée en divisant le Montant Total d'Annulation par le nombre d'Actions émises dans la Catégorie d'Actions devant être rachetée et annulée.

5.8.2 Le «Montant Total d'Annulation» sera un montant déterminé par le Gérant et approuvé par l'assemblée générale des Actionnaires sur la base de Comptes Intérimaires concernés. Le Montant Total d'Annulation pour chacune des Catégories J, I, H, G, F, E, D, C et B sera le Montant Disponible de la catégorie concernée au moment de l'annulation de cette catégorie sauf autrement décidé par l'assemblée générale des Actionnaires selon la procédure prévue pour une modification des Statuts à condition toutefois que le Montant Total d'Annulation ne soit jamais supérieur au Montant Disponible.

5.8.3 Lors du rachat et annulation des Actions de la Catégorie concernée, la Valeur d'Annulation par Action sera exigible et devra être payée par la Société.

5.9 Toutes les Actions et l'Action de Commandité seront émises sous forme nominative.

5.10 Un registre des actions nominatives sera tenu par la Société ou par une ou plusieurs personnes désignées à cet effet par la Société; ce registre contiendra le nom de chaque propriétaire d'actions nominatives, sa résidence ou son domicile élu, tels qu'ils ont été communiqués à la Société, ainsi que le nombre d'actions qu'il détient. Le droit de propriété de l'Actionnaire sur les Actions nominatives et l'Action de Commandité s'établit par l'inscription de son nom dans le registre des actions nominatives.

5.11 Tous les certificats d'actions seront signés par le Gérant.

5.12 Le Gérant peut accepter et inscrire dans le registre des Actions nominatives et de l'Action de Commandité un transfert sur base de tout document approprié constatant le transfert entre le cédant et le cessionnaire. Tout Actionnaire devra fournir à la Société une adresse à laquelle toutes les communications et informations pourront être envoyées. Cette adresse sera également portée au registre des Actions nominatives. Les Actionnaires peuvent à tout moment changer leur adresse enregistrée dans le registre des actionnaires par le biais d'une communication écrite à la Société.

5.13 L'Action de Commandité appartenant au Gérant peut être librement cédée à un gérant remplaçant ou supplémentaire, responsable de manière illimitée.

5.14 La Société ne reconnaît qu'un seul propriétaire par action. Si la propriété de l'action est indivise ou litigieuse, les personnes invoquant un droit sur l'action devront désigner un mandataire unique pour représenter l'action à l'égard de la Société. L'omission d'une telle désignation impliquera la suspension de l'exercice de tous les droits attachés à l'action.

6. Capital autorisé.

6.1 La Société a un capital non émis mais autorisé d'un montant maximum de un milliard couronnes danoises (DKK 1.000.000,00) devant être utilisé afin d'émettre de nouvelles actions ou d'augmenter la valeur nominale des Actions.

6.2 Ce capital autorisé a pour seul objectif de permettre la création d'Actions nouvelles à émettre ou l'augmentation de la valeur nominale des Actions existantes en contrepartie d'apports en numéraire ou en nature effectués par les Actionnaires en exécution des appels de fonds auxquels le Gérant Commandité aura procédé.

6.3 Le Gérant Commandité pourra augmenter le capital social souscrit pendant une période de cinq ans après la date de publication des Statuts, en une ou plusieurs étapes, selon sa décision discrétionnaire. L'autorisation peut être renouvelée pour une nouvelle période maximale de cinq ans par résolution du Gérant Commandité. Le Gérant Commandité est autorisé spécialement à émettre de nouvelles Actions sans réserver aux Actionnaires existants le droit préférentiel de souscrire aux nouvelles Actions.

6.4 Ces nouvelles Actions pourront être souscrites, aux termes et conditions déterminés par le Gérant Commandité.

6.5 Le Gérant Commandité peut décider en particulier d'émettre les nouvelles Actions avec prime d'émission. Le montant et l'affectation de cette prime d'émission seront déterminés à la discrétion du Gérant Commandité.

6.6 Le Gérant Commandité déterminera également la date d'émission et le nombre d'Actions devant être, le cas échéant, souscrites et émises. Il pourra procéder à cette augmentation sans délivrer aux Actionnaires existants un droit préférentiel de souscription sur les nouvelles parts à émettre.

6.7 Le Gérant Commandité pourra déléguer à toute personne dûment autorisée, l'obligation d'accepter des souscriptions et la réception des paiements pour les Actions nouvelles représentant tout ou partie des montants augmentés du capital social.

6.8 Le Gérant Commandité désignera la personne à qui sera délégué le pouvoir de comparaître devant notaire aux fins de constater authentiquement l'émission des Actions nouvelles et l'augmentation du capital, sur présentation des pièces justificatives de la décision du Gérant Commandité, en ce comprise la délégation de pouvoir, ainsi que les souscriptions et libérations des Actions nouvelles.

6.9 Lors de chaque augmentation du capital social de la Société effectuée par le Gérant Commandité dans les limites du capital autorisé, le montant du capital autorisé précisé à l'article 6.1 des Statuts sera considéré comme diminué du montant correspondant à cette augmentation. En conséquence, les montants précisés aux articles 5 et 6 des Statuts seront ainsi modifiés en vertu d'un acte notarié constatant l'augmentation de capital.

7. Gérance.

7.1 La Société sera administrée par Al Keyemde (Luxembourg) Midco S.à r.l., prénommée (dans cet acte le «Gérant»).

7.2 En cas d'incapacité légale, de liquidation ou d'une autre situation permanente empêchant le Gérant d'exercer ses fonctions au sein de la Société, celle-ci ne sera pas automatiquement dissoute et liquidée, sous condition que le Conseil de Surveillance (tel que défini ci-dessous), suivant l'article 8.1, nomme un administrateur, qui n'a pas besoin d'être actionnaire, afin d'exécuter les actes de gestion urgents ou de pure administration, jusqu'à ce que se tienne une assemblée générale d'actionnaires, convoquée par cet administrateur dans les quinze (15) jours de sa nomination. Lors de cette assemblée générale, les actionnaires pourront nommer un gérant remplaçant, en respectant les règles de quorum et de majorité requises pour la modification des statuts. L'absence d'une telle nomination entraînera la dissolution et la liquidation de la Société.

7.3 Une telle nomination d'un gérant remplaçant n'est pas soumise à l'approbation du Gérant.

7.4 Le Gérant est investi des pouvoirs les plus larges pour faire tous les actes d'administration et de disposition relevant de l'objet de la Société.

7.5 Tous les pouvoirs qui ne sont pas expressément réservés par la loi ou les présents statuts à l'assemblée générale des actionnaires ou au Conseil de Surveillance (tel que défini ci-dessous) de la Société appartiennent au Gérant.

7.6 Vis-à-vis des tiers, la Société sera valablement engagée par la signature du Gérant ou par la (les) signature(s) de toute(s) autre(s) personne(s) à laquelle(auxquelles) pareil pouvoir de signature aura été délégué par le Gérant.

8. Conseil de surveillance.

8.1 Les opérations de la Société et sa situation financière, y compris notamment la tenue de sa comptabilité, seront surveillées par un conseil de surveillance (le «Conseil de Surveillance») composé d'au moins trois (3) membres. Le Conseil de Surveillance peut être consulté par le Gérant sur toutes les matières que le Gérant déterminera et pourra autoriser les actes du Gérant qui, selon la loi, les règlements ou les présents statuts, excèdent les pouvoirs du Gérant.

8.2 Le Conseil de Surveillance sera élu par l'assemblée générale annuelle des actionnaires pour une période ne pouvant excéder six (6) ans. Les membres du Conseil de Surveillance peuvent être réélus. Le Conseil de Surveillance peut élire un de ses membres comme président.

8.3 Le Conseil de Surveillance est convoqué par son président ou par le Gérant.

8.4 Une notification par écrit, télégramme, télex, télécopie, courriel ou tout autre moyen de communication similaire de toute réunion du Conseil de Surveillance sera donnée à tous ses membres au moins huit (8) jours avant la date fixée pour la réunion, sauf s'il y a urgence, auquel cas la nature des circonstances constitutives de l'urgence sera contenue dans la convocation. Cette convocation peut faire l'objet d'une renonciation par écrit, télégramme, télex, télécopie, courriel ou tout autre moyen de communication similaire. Il ne sera pas nécessaire d'établir des convocations spéciales pour des réunions qui seront tenues à des dates et lieux prévus par un calendrier préalablement adopté par le Conseil de Surveillance.

8.5 Le Conseil de Surveillance ne pourra délibérer ou agir valablement que si ses membres ont été convoqués à la réunion du Conseil de Surveillance selon la procédure décrite ci-dessus et si au moins la majorité des membres du Conseil de Surveillance sont présents ou représentés.

8.6 Aucune notification ne sera requise si tous les membres du Conseil de Surveillance sont présents ou représentés lors d'une réunion du Conseil de Surveillance ou dans le cas de décisions écrites, approuvées et signées par tous les membres du Conseil de Surveillance.

8.7 Chaque membre peut agir lors de toute réunion du Conseil de Surveillance en nommant par écrit, par télégramme, télex, télécopie, courriel ou tout autre moyen de communication similaire, un autre membre pour le représenter. Chaque membre peut représenter plusieurs de ses collègues.

8.8 Les résolutions du Conseil de Surveillance sont consignées dans des procès verbaux signés par le président de la réunion. Les copies ou extraits de tels procès-verbaux, destinés à servir en justice ou ailleurs, seront signés par le président ou deux membres.

8.9 Les décisions sont prises à la majorité des voix des membres présents ou représentés. En cas d'égalité des votes, le président aura voix prépondérante.

8.10 Les décisions écrites, approuvées et signées par tous les membres du Conseil de Surveillance ont le même effet que les décisions votées lors d'une réunion du Conseil; chaque membre doit approuver une telle décision par écrit, télégramme, télex, télécopie, courriel ou tout autre mode de communication analogue. Tous ces documents constitueront l'acte qui prouvera qu'une telle décision a été adoptée.

8.11 Tout membre du Conseil de Surveillance peut participer à une réunion du Conseil de Surveillance par conférence téléphonique ou d'autres moyens de communication similaires permettant à toutes les personnes prenant part à cette réunion de s'entendre les unes les autres. La participation à une réunion par ces moyens équivaut à une présence en personne à une telle réunion.

9. Décisions des actionnaires.

9.1 L'assemblée générale des Actionnaires de la Société représente tous les actionnaires de la Société. Elle a les pouvoirs les plus larges pour ordonner, faire ou ratifier tous les actes relatifs aux opérations de la Société, sous réserve que, sauf si les présents statuts en disposent autrement, une résolution ne sera valablement adoptée que si elle est approuvée par le Gérant.

9.2 L'assemblée générale des Actionnaires est convoquée par le Gérant ou par le Conseil de Surveillance. Les assemblées générales d'actionnaires seront convoquées par un avis donné par le Gérant indiquant l'ordre du jour et envoyé par courrier recommandé au moins huit (8) jours avant la date prévue pour la réunion à chaque Actionnaire à l'adresse des actionnaires telle qu'inscrite au registre des actions nominatives.

9.3 L'assemblée générale annuelle se réunit le premier lundi du mois de juin à 11 h00, au siège social ou dans tout autre lieu indiqué dans l'avis de convocation.

9.4 Si ce jour est un jour férié, légal ou bancaire, à Luxembourg, l'assemblée générale se réunit le premier jour ouvrable suivant.

9.5 D'autres assemblées générales d'Actionnaires peuvent se tenir aux lieux et dates spécifiés dans les avis de convocation.

10. Année sociale - Comptes annuels - Distribution des bénéfices

10.1 L'exercice social de la Société commence le 1^{er} janvier et se termine le 31 décembre de chaque année.

10.2 Le bénéfice brut de la Société établit dans les comptes annuels, après déduction des frais généraux, amortissement et dépenses représente le bénéfice net.

10.3 Des bénéfices nets annuels de la Société, cinq pour cent (5%) seront affectés à la réserve légale. Cette affectation cessera d'être exigée lorsque le montant de la réserve légale aura atteint dix pour cents (10%) du capital social souscrit.

10.4 Le solde des bénéfices nets peut être distribué au(x) Actionnaire(s) proportionnellement à son actionnariat dans la Société;

10.5 En cas de déclaration de dividende, ledit dividende sera réparti et payé de la manière suivante:

10.5.1 un montant égal à (i) 0,50% de la valeur nominale de chacune des Actions de Catégorie A, (ii) 0,45% de la valeur nominale de chacune des Actions de Catégorie B, (iii) 0,40% de la valeur nominale de chacune des Actions de Catégorie C, (iv) 0,35% de la valeur nominale de chacune des Actions de Catégorie D, (v) 0,30% de la valeur nominale de chacune des Actions de Catégorie E, (vi) 0,25% de la valeur nominale de chacune des Actions de Catégorie F, (vii) 0,20% de la valeur nominale de chacune des Actions de Catégorie G, (viii) 0,15% de la valeur nominale de chacune des Actions de Catégorie H, (ix) 0,10% de la valeur nominale de chacune des Actions de Catégorie I doit être distribué de manière égalitaire entre tous les Actionnaires au pro rata de leurs actions indépendamment de la catégorie, et ensuite

10.5.2 le solde des bénéfices nets sera réparti dans son intégralité aux détenteurs de la dernière catégorie dans l'ordre alphabétique inversé (autrement dit, en premier les Actions de Catégorie J, ensuite s'il n'y a plus d'Actions de Catégorie J, les Actions de Catégorie I et ainsi de suite jusqu'à ce qu'il n'existe plus que des Actions de Catégorie B).

11. Modifications des statuts. Les présents statuts pourront être modifiés, sous condition de l'approbation du Gérant, par une assemblée générale des Actionnaires statuant aux conditions de quorum et de majorité requises par la Loi de 1915.

12. Dissolution - Liquidation.

12.1 La Société ne peut être dissoute pour cause de décès, suspension des droits civils, déconfiture ou insolvabilité de l'Actionnaire ou de l'un des Actionnaires;

12.2 A l'exception de dissolution prononcée par un jugement d'un tribunal, la dissolution de la Société ne peut avoir lieu qu'en vertu d'une décision adoptée par l'assemblée générale des Actionnaires en conformité avec les conditions imposées en matière de modifications des Statuts. Au moment de la dissolution de la Société, la liquidation sera entreprise par un ou plusieurs liquidateurs, Actionnaires ou pas, nommés par les Actionnaires qui détermineront leurs pouvoirs et leur rémunération.

12.3 Après versement de toutes les dettes et charges de la Société ainsi que des frais de liquidation, le boni de liquidation net sera distribué aux Actionnaires afin d'atteindre le même résultat économique et conformément aux règles de distribution établies pour les distributions de dividendes telles que fixées à l'article 10.5.

13. Transferts. Restrictions Générales de Transfert

13.1 Aucun transfert de Titres ou d'un intérêt quelconque dans un Titre ne peut avoir lieu qu'en conformité avec les Statuts. A cet effet, un intérêt dans un Titre est réputé être transféré si un détenteur de Titres conclut un contrat avec une personne au sujet de l'exercice des votes attachés à ces Titres ou s'il crée une Charge sur ces Titres.

Transfert requiert le consentement de la Majorité de l'Investisseur Advent

13.2 Le Transfert d'un Titre ou d'un intérêt bénéficiaire dans un Titre n'est effectif qu'avec le consentement écrit de la Majorité de l'Investisseur Advent sous condition de l'article 14 (Droits de Cession Conjointe) ou article 15 (Droits de Sortie Forcée) ou s'il est autorisé conformément aux dispositions suivantes du présent article 13, article 14 (Droits de Cession Conjointe) ou article 15 (Droits de Sortie Forcée).

Transferts Autorisés par les Investisseurs Advent

13.3 Les transferts suivants par les Investisseurs Advent sont autorisés en conformité avec le présent article 13.3 (en ce compris, tout accord relatif à l'exercice des votes attachés aux Actions):

(a) dans la situation d'un Investisseur Advent qui est une entreprise, un transfert à un Affilié de cet Investisseur Advent à condition que le cessionnaire s'accorde avec la Société sur le fait que si le cessionnaire cesse d'être un Affilié de l'Investisseur Advent, tous ses Titres seront transférés au cédant initial ou à un autre Affilié du cédant initial;

(b) tout transfert de Titres par un Investisseur Advent (ou un Cessionnaire Autorisé par application de l'article 13.3 (a)) qui est un Fonds ou qui est détenu, directement ou indirectement, par un ou plusieurs Fonds, ou par son mandataire, dépositaire ou prête-nom ou par une Société d'Investissement de Participation de ce ou ces Fonds:

(i) à ce mandataire, dépositaire ou prête-nom pour ce Fonds et vice versa;

(ii) à un Fonds, ou son mandataire, dépositaire ou prête-nom, géré ou conseillé par le même gérant ou conseiller que ce Fonds; et/ou

(iii) à une Société d'Investissement de Participation ou entité investissant au côté de ce Fonds, ou un mandataire, dépositaire ou prête-nom y relatif;

(c) un Transfert de maximum dix (10) pourcent des Actions à un employée, directeur exécutif et non-exécutif, agent ou président d'un membre du Groupe au plus tard au jour tombant neuf (9) mois à compter de la date de Réalisation;

(d) objet d'un transfert à partir d'une Offre Publique Initiale à condition que ce transfert soit autorisé par une convention de blocage qui peut être conclue dans le cadre de cette Offre Publique Initiale; ou

(e) lorsque ce transfert est effectué conformément à l'article 14 (Droits de Cession Conjointe) ou article 15 (Droits de Sortie Forcée)

Transferts Autorisés par le Co-Investisseur

13.4 Les transferts suivants par le Co-Investisseur sont autorisés en en conformité avec le présent article 13.4:

(a) à un Affilié à condition que:

(i) le transfert concerne tous les Titres détenus par le Co-Investisseur; et

(ii) le cessionnaire s'accorde avec la Société sur le fait que si le cessionnaire cesse d'être un Affilié du Co-Investisseur, tous ses Titres seront transférés au Co-Investisseur ou à un autre Affilié du Co-Investisseur;

(b) un transfert à partir d'une Offre Publique Initiale à condition que ce transfert soit autorisé par une convention de blocage qui peut être conclue dans le cadre de cette Offre Publique Initiale; ou

(c) lorsque ce transfert est effectué conformément à l'article 14 (Droits de Cession Conjointe) ou article 15 (Droits de Sortie Forcée);

13.5 Nonobstant les dispositions de l'article 13.4 ci-dessus, le Co-Investisseur ne peut transférer des Actions ou YFPECs ou tous autres titres d'equity ou dette d'Actionnaire de la Société sans transférer, en même temps, une proportion équivalente de sa détention de tous les Titres;

13.6 Le Représentant Co-Investisseur doit s'assurer que le Co-Investisseur ainsi que tout détenteur direct ou indirect d'actions dans le Co-Investisseur n'émettent ou n'autorisent le transfert d'actions ou de titres de telle sorte que les dispositions du présent article 13 applicable au Co-Investisseur seraient vidées de leur substance.

Transferts Autorisés par des Membres Consultatifs

13.7 Un Membre Consultatif est autorisé à effectuer les transferts suivants d'Actions ou de YFPECs ou ses intérêts y relatifs en conformité avec le présent article 13.7:

- (a) avec le consentement écrit et préalable de Advent Luxco;
- (b) conformément à l'article 14 (droits de cession conjointe);
- (c) si cela est requis par l'article 15 (droit de sortie forcée);
- (d) à une Fiducie Familiale et, en cas de changement d'administration, aux administrateurs du moment de la Fiducie Familiale à condition que:
 - (i) le transfert ne peut se faire sans le consentement écrit et préalable de Advent Luxco (agissant raisonnablement et de bonne foi) confirmant notamment qu'il est satisfait:
 - (A) avec les termes de l'acte de fiducie relatif à la Fiducie Familiale et en particulier avec les pouvoirs des administrateurs fixés par cet acte;
 - (B) avec l'identité des administrateurs proposés; et
 - (C) qu'aucun des coûts encourus dans le cadre de la mise en place ou de l'administration de la Fiducie Familiale en question ou d'un Transfert de Titres par cette Fiducie Familiale, ne devra être payé par la Société ou une de ses filiales; et
 - (ii) Si et lorsque ces Titres cessent d'être détenus par une Fiducie Familiale (y compris, un individu cessant d'être un bénéficiaire d'une Fiducie Familiale ou un Epoux, bénéficiaire d'une Fiducie Familiale, cessant d'être un Epoux) les administrateurs doivent re-transférer les Titres concernés à l'Investisseur.

Fin des restrictions de transfert

13.8 Le présent article 13 et l'article 14 (Droits de Cession Conjointe) à et l'article 15 (Droits de Sortie Forcée) cessent de s'appliquer (sauf en ce qui concerne les Titres qui sont en train d'être transférés et à l'exception de l'article 13.8) lors de la survenance d'une Vente ou d'une Offre Publique Initiale.

Pouvoir discrétionnaire de refuser d'enregistrer un transfert

13.9 Le Conseil peut refuser d'enregistrer le transfert de Titres dans les registres concernés de la Société si raisonnablement il suspecte le transfert proposé d'être frauduleux ou opéré en violation des Statuts, à condition que le cessionnaire soit informé du refus dès que possible et en tout état de cause, dans les quinze jours suivant le dépôt du transfert auprès de la Société.

14. Droits de cession conjointe. Mécanisme de cession conjointe

14.1 Sous réserve de l'article 14.8, aucun transfert de Titres (ou d'un intérêt dans des Titres) ne peut être réalisé par un Investisseur Advent (un «Actionnaire Vendeur») qui entraînerait un Transfert Proposé de Cession Conjointe à moins que l'Acquéreur proposé de ces Titres ait d'abord effectué une offre écrite conforme à l'article 14 aux Actionnaires Non-Vendeurs d'acheter un nombre de leurs Titres proportionnel au nombre de Titres en vente par l'Actionnaire Vendeur par rapport au nombre total de Titres de cet Actionnaire Vendeur au Prix Notifié et selon des termes et conditions non moins préférentiels que ceux donnés pour/par l'Actionnaire Vendeur (y compris moment du paiement, nature de la contrepartie, déclarations, garanties, engagements et indemnités (le cas échéant) à condition qu'ils soient donnés sur une base conjointe).

14.2 Chaque Actionnaire Cédant transfère le titre de propriété de ses Titres visés par le Transfert Proposé de Cession Conjointe à l'Acquéreur en question selon les termes énoncés dans le présent article 14, en remettant à la Société au plus tard à la date d'achèvement du Transfert Proposé de Cession Conjointe:

- (a) si un certificat a été émis à l'égard des Titres concernés, les certificats concernés (ou une indemnité sous une forme raisonnablement satisfaisante pour le Conseil), et
- (b) le contrat de vente dûment signé ou une acceptation sous une forme raisonnablement spécifiée par l'Actionnaire Vendeur,

dans chaque cas, contre paiement de la contrepartie totale qui lui est due.

14.3 Chaque Actionnaire Cédant et l'Actionnaire Vendeur est responsable de sa quote-part proportionnelle des coûts du Transfert Proposé de Cession Conjointe pour la partie non payée ou non remboursée par l'Acquéreur ou par la Société en fonction de son nombre d'Actions vendues en proportion à toutes les Actions vendues.

14.4 L'Actionnaire Vendeur doit délivrer une notification écrite à chaque Actionnaire Non-Vendeur de chaque Transfert Proposé de Cession Conjointe au moins dix (10) Jours Ouvrables (ou cinq (5) Jours Ouvrables dans l'hypothèse d'un Membre Consultatif) avant la signature d'un accord définitif relatif au Transfert Proposé de Cession Conjointe en indiquant les détails de l'Acquéreur et le prix proposé et, dans la mesure du possible, les autres termes et conditions dudit transfert proposé.

Conditions de l'offre de cession conjointe

14.5 Les Investisseurs Advent devront s'assurer que l'offre écrite devant être donnée par l'Acquéreur en vertu du présent article 14 soit donnée au plus tard cinq (5) Jours Ouvrables après la signature de l'accord définitif relatif au Transfert Proposé de Cession Conjointe et soit ouvert pour acceptation pendant la Période d'Acceptation. L'Actionnaire Vendeur doit remettre ou faire remettre aux Actionnaires Non-Vendeur des copies de tous les documents transactionnels relatifs au Transfert Proposé de Cession Conjointe et ce, rapidement après que ces documents soient devenus disponibles.

Acceptation de l'offre de cession conjointe

14.6 Si un Actionnaire Non-Vendeur souhaite accepter l'offre de l'Acquéreur dans le cadre de l'article 14, il doit le faire au moyen d'une notification écrite à l'Actionnaire Vendeur indiquant son acceptation de l'offre en ce qui concerne le nombre de ses Titres précisés dans l'offre écrite.

Effet de non-acceptation de l'offre de cession conjointe

14.7 Si une partie ou tous les Actionnaires Non-Vendeurs n'accepte(nt) pas cette offre dans la Période d'Acceptation, le Transfert Proposé de Cession Conjointe est autorisé et aura lieu:

- (a) dans les cent quatre-vingt (180) Jours Ouvrables après l'expiration de ladite période;
- (b) pour autant qu'il se fasse selon des termes et conditions pas plus favorables à l'Actionnaire Vendeur qu'à ceux déterminés dans l'offre écrite; et
- (c) sur base du fait que tous les Titres proposés à la vente en vertu du Transfert Proposé de Cession Conjointe sont transférés.

Exclusions

14.8 Les règles de l'article 14 ne s'appliqueront pas aux transferts de Titres:

- (a) pour lesquels une Notification de Sortie Forcée a été délivrée;
- ou
- (b) qui constituent chacun un Transfert Autorisé; ou
- (c) à une nouvelle société de participation de la Société qui est établie pour des besoins de planification pour une réorganisation ou une Sortie et dans laquelle sont répliqués pour l'essentiel la structure du capital social (principalement l'actionnariat) de la Société et les droits des parties.

15. Droits de sortie forcée. Mécanisme de sortie forcée

15.1 Si un Actionnaire Vendeur accepte les termes d'une Vente Proposée de Sortie Forcée avec un Acheteur Tiers (chacun, un «Actionnaire Forçant») alors, dès réception d'une notification écrite de l' (des) Actionnaire(s) Forçant(s), tous les Actionnaires Forcés sont tenus de transférer à l'Acheteur Tiers une proportion de leurs Titres équivalente à la proportion de Titres transférée par le(s) Actionnaire(s) Forçant(s) par rapport au nombre total de Titres détenus par le (s) Actionnaire(s) Forçant(s) avant ledit transfert, selon les mêmes termes et conditions que ceux acceptés par le(s) Actionnaire(s) Forçant(s) (sous réserve des dispositions du présent article 15).

15.2 Chaque Actionnaire Forcé transfère la propriété pleine et entière de ses Titres forcés à l'Acheteur Tiers selon les termes du présent article 15, en délivrant à la Société au plus tard à la date de réalisation de la Vente Proposée de Sortie Forcée:

15.2.1 si un certificat a été émis pour les Titres, lesdits certificats émis (ou une indemnisation fixée de manière satisfaisante pour le Gérant); et

15.2.2 un contrat de vente dûment signé revêtant une forme acceptée par l'Actionnaire Forçant, et transfère à la date de réalisation de la Vente

Proposée de Sortie Forcée, la propriété pleine et entière des Titres forcés à l'Acheteur Tiers, libres de toutes Charges et garantie entière sur sa propriété contre paiement de la contrepartie due.

Notification de Sortie Forcée

15.3 La Notification de Sortie Forcée doit indiquer le nombre de Titres dont le transfert est proposé, le nom et adresse de l'Acheteur Tiers proposé, le montant proposé et la nature de la contrepartie et tous autres termes et conditions de paiement offerts pour les Titres. La Notification de Sortie Forcée peut prévoir une disposition qui donne le choix aux Actionnaires Forcés de recevoir soit la même contrepartie que celle reçue par l' (les) Actionnaire(s) Forçant(s) ou une contrepartie sous forme d'actions ou de certificats d'equity préférentiels ou billet d'emprunt selon des termes différents de ceux acceptés par l' (les) Actionnaire(s) Forçant(s), et l'Acheteur Tiers proposé peut offrir un certificat d'equity préférentiel et/ou un billet d'emprunt et/ou des actions et/ou un équivalent en espèces à l' (aux) Actionnaire(s) Forçant(s) et/ou Actionnaires Forcés, à condition que les Actionnaires Forcés reçoivent une contrepartie économiquement équivalente proratisée par rapport à leur détention de Titres ou un choix parmi les formes de contrepartie à l'instar de (s) Actionnaire(s) Forçant(s), et si la contrepartie inclut des titres ou autres actifs, les mêmes droits contractuels de vendre ou de transférer ou d'obtenir de toute autre manière des liquidités à l'instar de ce qui est donné à (aux) l'Actionnaire(s) Forçant(s). La Notification de Sortie Forcée doit spécifier une date, heure et lieu permettant à l'Actionnaire Forcé de signer les transferts et les renonciations de préemption en ce qui concerne leurs Titres (la date ne pouvant être moins de dix (10) Jours Ouvrables après la date de la Notification de Sortie Forcée et pas plus tôt que les transferts par le(s) Actionnaire(s) Forçant(s)). La Notification de Sortie Forcée peut préciser qu'elle est soumise à la condition de

réalisation de la vente par le(s) Actionnaire(s) Forçant(s). Une Notification de Sortie Forcée est valable pour une période de 12 mois à partir de la date d'émission.

Signature des transferts et renonciations de préemption

15.4 Si un Actionnaire Forcé ne signe pas, avant la date spécifiée dans la Notification de Sortie Forcée, les transferts et renonciations de préemption en ce qui concerne ses Titres (l'«Actionnaire Défaillant»), alors chaque membre du Conseil (individuellement) est autorisé à signer, réaliser et adresser, en qualité de mandataire au nom et pour le compte de cet Actionnaire Forcé, chacun des documents référencés au présent article 15.2 et selon les mêmes termes que ceux acceptés par l'(es) Actionnaire(s) Forçant(s) (y compris, sans limitation, la même forme de contrepartie, qui peut inclure des actions et/ou autres titres émis par l'Acheteur Tiers) et, moyennant réception par la Société de la contrepartie due pour les Titres, faire les transferts et renoncer aux préemptions au profit du Tiers Acquéreur (ou son représentant) et enregistrer l'Acheteur Tiers (ou son représentant) comme détenteur de ces Titres. Après que l'Acheteur Tiers ou son représentant ait été enregistré comme détenteur, la validité de cette procédure ne peut être remise en question par qui que ce soit. La Société remettra la contrepartie due pour tous les Titres détenus par chaque Actionnaire Forcé conformément à l'article 15.4, au membre et ce, aussi vite que possible après l'envoi par ce membre à la Société du certificat original d'actions et/ou autres instruments applicables liés aux Titres ou d'une indemnisation raisonnablement acceptable pour le(s) Actionnaire(s) Forçant(s) pour remplacer le certificat ou l'instrument perdu.

15.5 Suite à l'émission d'une Notification de Sortie Forcée, si une personne devient un Nouveau Membre, une Notification de Sortie Forcée est réputée adressée au Nouveau Membre selon les mêmes termes que la Notification de Sortie Forcée précédente. Le Nouveau Membre sera tenu de vendre et transférer tous les Titres qu'il a acquis au profit de l'Acheteur Tiers ou comme lui instruit l'Acquéreur Tiers et les dispositions de l'article 15.4 s'appliqueront (avec les modifications nécessaires) à ce Nouveau Membre à l'exception du fait que la réalisation de la vente desdits Titres se déroulera immédiatement après l'enregistrement du Nouveau Membre en tant qu'Actionnaire.

16. Droits de préemption.

16.1 Sous réserve des autres dispositions du présent article 16, avant l'émission proposée d'Actions ou d'autres titres (y compris, sans limitation, de titres de dette) par la Société, la Société donnera par notification écrite adressée au Co-Investisseur le droit, pour une période de trente (30) jours à partir du jour de ladite notification, de souscrire à des Actions ou autres titres au pro rata de sa détention d'Actions au jour de ladite offre, au même prix d'achat par Action ou par titre et selon les mêmes termes que ceux fixés dans l'émission proposée.

Situation Urgente

16.2 Si la Majorité de l'Investisseur Advent propose une Situation Urgente (définie ci-après), chaque partie accepte:

16.2.1 de consentir à la tenue à bref délai d'un conseil ou d'une assemblée générale de l'Actionnaire de la Société afin de la mettre en œuvre; et

16.2.2 sur un vote Actionnaire lié à la mise en œuvre de la Situation Urgente (y compris, la non-application des droits de préemption), de voter de la même manière que l'Investisseur sur toute résolution requise en vue d'appliquer une Situation Urgente.

16.3 Pour les besoins de l'article 16.2 «Situation Urgente» signifie une émission de titres dans la Société dans laquelle:

16.3.1 il est survenu et se maintient un Evénement de Défaut en vertu d'un Document de Financement (et défini ainsi dans ce document) et les pourvoyeurs de finance n'ont pas renoncé à cet Evénement de Défaut; ou

16.3.2 selon l'opinion exprimée de manière raisonnable de la Majorité de l'Investisseur Advent, il y a une probabilité de survenance d'un Evénement de Défaut en vertu d'un Document de Financement (et défini ainsi dans ce document) et l'émission de titres est nécessaire pour éviter la survenance de cet Evénement de Défaut d'après l'opinion exprimée de manière raisonnable des Investisseurs Advent; ou

16.3.3 tout membre du Groupe, au sens des lois applicables, est considéré comme étant insolvable ou incapable ou admet son incapacité, à payer ses dettes lorsqu'ils viennent à échéance (un «Evénement d'Insolvabilité»); ou

16.3.4 selon l'opinion exprimée de manière raisonnable de la Majorité de l'Investisseur Advent, il y a une possibilité de survenance d'un Evénement d'Insolvabilité et l'émission de titres est nécessaire pour éviter la survenance de cet Evénement d'Insolvabilité d'après l'opinion exprimée de manière raisonnable des Investisseurs Advent.

16.4 La Société informera le Co-Investisseur rapidement par notification écrite lorsqu'une Situation Urgente est proposée (une «Notification de Situation Urgente»), et les procédures ne s'appliqueront pas. Le Co-Investisseur aura le droit mais ne sera pas tenu d'acquérir le nombre d'Actions ou d'autres Titres auxquels il aurait droit par rapport à sa détention totale d'Actions immédiatement avant l'Emission Urgente selon les mêmes termes (y compris le prix) que les Investisseurs Advent, pour une période allant jusqu'à trente (30) jours Ouvrables après la date de la Notification de l'Emission Urgente.

Droits de préemption peut être exercé uniquement sur base proratisée

16.5 Les droits du Co-Investisseur de souscrire à des Actions et autres Titres au sens du présent article 16 sont soumis à:

(a) l'acquisition par le Co-Investisseur d'autres actions, obligations, billets d'emprunt ou autres valeurs mobilières ou instruments de dette acquis par les Investisseurs Advent dans le cadre de l'émission, dans les mêmes proportions et selon les mêmes termes que les Investisseurs Advent; et

(b) la souscription par le Co-Investisseur de l'intégralité de ses droits (et pas d'une partie) sur les Actions et autres Titres.

17. Définition. Lorsqu'ils sont utilisés dans les présents Statuts, les termes suivants ont le sens indiqué ci-dessous, étant entendu que toute expression juridique pour toute action, recours, méthode de procédure judiciaire, document juridique, statut juridique, tribunal, document administratif ou de toute notion juridique de chose applicable à une juridiction compétente sont réputés inclure ce qui se rapproche le plus de cette juridiction pour le terme juridique utilisé dans les présents:

"Acheteur Tiers" l'acheteur tiers de bonne foi et indépendant (une personne ou un groupe de personnes agissant de concert, autres qu'un Investisseur Advent ou ses Affiliés) des Titres de l'Actionnaire Forçant;

"Acquéreur" toute personne ou groupe de personnes agissant de concert (autre qu'un Investisseur Advent ou ses Affiliés ou un Cessionnaire Autorisé) intéressés par l'acquisition d'Actions d'un Actionnaire Vendeur;

"Acquisition" l'acquisition par Bidco de la Cible conformément au Contrat de Vente;

"Actions" les actions ordinaires dans le capital social de la Société desquelles les droits sont fixés dans les Statuts et "Action" signifie l'une d'entre elles;

"Actionnaire Cédant" un Actionnaire Non-Vendeur qui accepte une offre effectuée en conformité avec l'article 14;

"Actionnaire Défaillant" est défini à l'article 15.4.

"Actionnaire Forçant" est définie à l'article 15.1;

"Actionnaire Vendeur" est défini à l'article 14.1;

"Actionnaires" les détenteurs d'Actions;

"Actionnaires Forcés" Actionnaires autres que le(s) Actionnaire(s) Forçant(s);

"Actionnaires Non-Vendeurs" chaque détenteur de Titres qui n'est pas un Actionnaire Vendeur à condition que, si le Transfert Proposé de Cession Conjointe n'est pas un transfert proposé de cinquante (50) pourcent ou plus des Titres détenus par les Investisseurs Advent et/ou leurs Cessionnaires Autorisés, les Actionnaires Non-Vendeurs n'incluront pas de Membre Consultatif;

"Advent Luxco" Al Keyemde (Luxembourg) Subco S.à r.l.;

"Affilié" par rapport à une personne (la "Première Personne"):

(a) une autre personne qui, directement ou indirectement par un ou plusieurs intermédiaires, contrôle ou est contrôlée par ou est sous contrôle commun avec, la Première personne;

(b) un véhicule commun de placement organisé la Première Personne (ou un de ses Affiliés) dont les investissements sont dirigés par la première personne;

(c) un fonds organisé par la Première personne pour le bénéfice des associés (ou ses filiales), dirigeants ou employés ou leurs personnes à charge de la Première Personne; ou

(d) un fiduciaire successeur ou la personne désignée pour, ou un successeur en réorganisation d'une fiducie admissible, et "Affiliée" s'y accorde;

"Bidco" Al Keyemde 3 ApS;

"Charge" toute charge, obligation, hypothèque, nantissement, privilège, cession, affectation, intérêt garanti, droits de préemption et option, rétention de propriété, droits de tiers ou autre contrat ou accord de garantie;

"Cible" KMD Equity Holding A/S;

"Co-Investisseurs" les personnes autres que les Investisseurs Advent et le(s) Membre(s) Consultatif(s) et "Co-Investisseur" signifie l'un d'entre eux;

"Comptes Intérimaires" signifie les comptes intérimaires de la Société à la Date des Comptes Intérimaires appropriée;

"Conseil" le conseil de gérance du Gérant en tout temps;

"Contrat de Prêt Senior" le contrat de prêt daté du 15 octobre 2012 notamment entre Bidco et certaines banques de financement;

"Contrat de Vente" le contrat de vente daté du 15 octobre 2012 entre les Vendeurs (tels que définis) et Bidco relatif à l'acquisition de la Cible et tous les autres contrats y relatifs devant être conclus, tels que modifiés et/refondus en tout temps;

"Date des Comptes Intérimaires" signifie la date au plus tôt huit (8) jours avant la date du rachat et d'annulation de la Classe d'Actions appropriée;

"Documents de Financement" le Contrat de prêt Senior et/ou un contrat de financement conclu en ce qui concerne le refinancement de l'Acquisition et tous les documents de garantie et autres documents conclus dans le cadre de l'un d'entre eux et "Document de Financement" désigne l'un d'eux;

"Epoux" une personne qui est mariée ou cohabite de manière permanente avec un Actionnaire (personne physique) depuis minimum cinq années;

"Evènement d'Insolvabilité" est défini à l'article 16.3(c);

"Fiducie Familiale" la détention d'un maximum de cinquante (50) pour cent des titres détenus par un Membre Consultatif de confiance, discrétionnaire ou non, en vertu de laquelle un particulier ou son Conjoint est uniquement intéressé par les valeurs mobilières;

"Fonds" tout organisme de placement collectif (tel que défini dans le FSMA) ou toute grande entreprise qualifiée 'high net worth company, association sans personnalité juridique qualifiée 'high net worth unincorporated association' et des grandes fiducies qualifiées 'high value trust' (telles que définies dans la FPO), partenariat, société en commandite, fonds de pension ou compagnie d'assurances, et dont l'activité principale consiste à effectuer des investissements et dont l'activité est gérée par un Gestionnaire de Portefeuille et toute filiale ou société mère de tout ce qui précède;

"Fonds de Placement" tout Fonds qui co-investit à côté d'un Fonds;

"FPO" L'ordonnance de 2001 sur la loi des Services Financiers et Marchés (the Financial Services and Markets Act (Financial Promotion) Order 2001);

"FSMA" La loi de 2000 sur les Services Financiers et Marchés (the Financial Services and Markets Act 2000);

"Gérant" Al Keyemde (Luxembourg) Midco S.à r.l.;

"Gestionnaire de Portefeuille" une personne dont l'activité principale est de faire des investissements, de les gérer et de conseiller;

"Groupe" la Société et ses filiales en tout temps, et "membre du Groupe" chacun d'elles;

"Instrument YFPEC" l'acte reprenant les termes et conditions conclus par la Société en ce qui concerne les YFPECs;

"Investisseur" Al Keyemde & Cy S.C.A.;

"Investisseurs Advent" signifie Al Keyemde (Luxembourg) S.à r.l.

"Jours Ouvrables" signifie un jour, excepté le samedi, dimanche ou jour férié, où les banques sont ouvertes pour les affaires au Royaume-Unis, Luxembourg, États-Unis et Danemark;

"Liquidation" la mise en liquidation par les cours et tribunaux ou l'adoption d'une résolution des membres de Topco ou de l'Investisseur selon laquelle Topco ou l'Investisseur (le cas échéant) est liquidée;

"Majorité de l'Investisseur Advent" Investisseur(s) Advent détenant collectivement (et avec leurs prête-noms) directement (ou indirectement par l'intermédiaire de prête-noms et/ou de filiales détenues intégralement) plus de la moitié de la totalité des Actions en circulation en tout temps détenues par les Investisseurs Advent;

"Membre Consultatif" signifie une personne physique détenant des Titres, un Cessionnaire Autorisé ou une personne autorisée par Advent Luxco à détenir des Titres pour leur compte;

"Montant Disponible" signifie le montant total des profits nets de la Société (incluant les profits reportés) dans la mesure où l'Actionnaire aura le droit à une distribution de dividendes en accord avec l'article 10.5 des Statuts, augmenté par (i) toute réserve librement distribuable (incluant pour écarter tout doute, le compte de prime d'émission) et (ii) le cas échéant par le montant de la réduction de capital et la réduction de réserve légale relative à la Catégorie d' Actions devant être annulée mais réduit par (i) toute perte (incluant les pertes reportées) et (ii) toutes sommes qui devront être placées en réserve(s) suivant les exigences de la loi ou des Statuts déterminés sur base des Comptes Intérimaires afférents (sans pour éviter tout doute tout calcul en double) tel que:

$$MD = (PN + P + RC) - (L + RL)$$

Pour lequel:

MD = Montant Disponible

PN = Profits Nets (incluant les profits reportés) pour autant que les actionnaires ont le droit de recevoir des dividendes conformément à l'article 10.4 des Statuts.

P = toute prime d'émission librement distribuable et autres réserves librement distribuables

RC = montant de la réduction de capital social et de la réduction de la réserve légale en relation avec la Catégorie de Actions annulée

L = perte

RL = sommes qui devront être placées en réserve(s) suivant les exigences de la loi ou des Statuts;

"Notification de Situation Urgente" est définie à l'article 16.4;

"Notification de Sortie Forcée" avis d'Actionnaire(s) Forçant à chaque Actionnaire Forcé relatif à toute Vente Proposée de Sortie Forcée devant être adressé aussi vite que possible après avoir obtenu un accord sur la Vente Proposée de Sortie Forcée;

"Nouveau Membre" une personne devant un nouvel Actionnaire de la Société par l'exercice d'une option préexistante d'acquérir des Actions dans la Société suite à l'émission d'une Notification de Sortie Forcée;

"Offre Publique Initiale" la première offre publique d'une catégorie de titres de Topco (ou une nouvelle société de participation créée pour remplacer Topco) sous une forme juridique (après conversion si nécessaire) qui entraîne la cotation de cette catégorie de titres dans un marché public de valeurs mobilières, qu'elle soit effectuée par voie d'offre de vente, de nouvelle émission d'actions, d'introduction, de placement ou de toute autre manière;

"Période d'Acceptation" est la période qui débute à la date de l'offre écrite émise en vertu de l'article 14 et qui se termine à pas moins de dix (10) Jours Ouvrables après la date de l'offre écrite, cette période étant spécifiée dans l'offre écrite;

"Prix Notifié" le même prix par Titre offert par l'Acquéreur au(x) Actionnaire(s) Vendeur(s);

"Réalisation" signifie la réalisation des obligations de Advent Luxco et du Co-Investisseur consistant à acquérir (et payer) les Actions;

"Représentant Investisseur" Advent International Corporation de 75 State St, Boston, MA 02109 ou toute autre personne notifiée en tout temps par écrit à la Société par Advent International Corporation;

"Situation Urgente" est définie à l'article 16.3;

"Société" Al Keyemde (Luxembourg) Midco & Cy S.C.A.

"Société de Participation d'Investissement" une entité intégralement ou quasi-intégralement détenue par un Fonds;

"Sortie" la date d'admission des titres de participation à la négociation sur un marché public de valeurs mobilières en vertu d'une Offre Publique Initiale ou la date à laquelle un ou plusieurs accords relatif(s) à une Vente devient inconditionnelle à tous égards ou à la date de Liquidation;

"Titres" Actions et YFPECs et tous autres titres d'equity ou dette Actionnaire, à chaque fois émis aux Actionnaires en tout temps;

"Transfert Autorisé" un transfert de Titres autorisé conformément à l'article 13 et "Cessionnaire Autorisé" s'y accorde;

"Transfert Proposé de Cession Conjointe" le transfert proposé de Titres par les Investisseurs Advent et/ou leurs Cessionnaires Autorisés autre qu'un Transfert Autorisé;

"Vente" la vente et le transfert de toutes les actions dans Topco ou la vente de l'intégralité (ou la quasi-intégralité) des actifs et engagements consolidés de Topco;

"Vente Proposée de Sortie Forcée" la vente proposée à l'Acheteur Tiers de Titres par les Investisseurs Advent et/ou leurs Cessionnaires Autorisés;

"Syndicataire" une personne qui souhaite acquérir une participation directe ou indirecte dans les Titres émis ou à émettre aux Investisseurs Advent en vertu d'un contrat;

"Sociétés Cibles" la Cible et chacune de ses filiales;

"Topco" Al Keyemde ApS;

"Transfert" signifie un transfert, vente, cession, nantissement, hypothèque ou autre acte de disposition par une personne de la propriété d'une valeur mobilière à une autre personne, directement ou indirectement, en ce compris, par la création d'un contrat dérivé ou d'un titre, l'octroi d'une option ou autres droits, l'imposition d'une restriction de vente ou de vote, par l'opération de la loi ou par un acte de disposition d'une valeur mobilière dans une société mère de ladite personne et "Cédant", "Cessionnaire" et "Transféré", s'y accordent;

"YFPECs" (i) certificats d'equity preferential ne portant pas intérêts de la Société avec une valeur nominale de DKK 1 chacun et régis par l'Instrument YFPEC; et (ii) tous nouveaux certificats d'equity preferential ne portant pas intérêts de la Société émis en tout temps selon les mêmes termes ou quasiment les mêmes que ceux émis dans l'Instrument YFPEC.»

DONT ACTE, passé à Luxembourg, les jours, mois et an figurant en tête des présentes.

Le notaire soussigné qui comprend et parle l'anglais, constate que le présent acte est rédigé en langue anglaise suivi d'une version française; sur demande des parties comparantes et en cas de divergences entre le texte français et le texte anglais, ce dernier fait foi.

Et après lecture faite et interprétation donnée à la mandataire des parties comparantes, connue du notaire instrumentant par nom, prénom usuel, état et demeure, la mandataire des parties comparantes a signé avec le notaire le présent acte.

Signé: L. HARROCH, V.A. BASTIAN, J.J. WAGNER.

Enregistré à Esch-sur-Alzette A.C., le 21 décembre 2012. Relation: EAC/2012/17239. Reçu soixante-quinze Euros (75.- EUR).

Le Receveur (signé): SANTIONI.

Référence de publication: 2013015511/1331.

(130018680) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 janvier 2013.

Orion Engineered Carbons Finance & Co. S.C.A., Société en Commandite par Actions.

Siège social: L-2540 Luxembourg, 15, rue Edward Steichen.

R.C.S. Luxembourg B 174.742.

— STATUTES

In the year two thousand and thirteen, on the fifteenth of January.

Before us Maître Martine SCHAEFFER, notary residing in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg

THERE APPEARED:

1. Orion Engineered Carbons Finance 1 S.à r.l., a société à responsabilité limitée incorporated and existing under the laws of Luxembourg, having its registered office at 15, rue Edward Steichen, L-2540 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, registration with the Luxembourg Trade and Companies' Register pending (the "GP"),

here represented by Dr. Matthias Prochaska, professionally residing in Luxembourg, by virtue of a proxy, given on 15 January 2013,

2. Orion Engineered Carbons Finance 2 S.à r.l., a société à responsabilité limitée incorporated and existing under the laws of Luxembourg, having its registered office at 15, rue Edward Steichen, L-2540 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, registration with the Luxembourg Trade and Companies' Register pending ("Orion"),

here represented by Dr. Matthias Prochaska, professionally residing in Luxembourg, by virtue of a proxy, given on 15 January 2013, and

3. Kinove Luxembourg Holdings 1 S.à r.l., a société à responsabilité limitée incorporated and existing under the laws of Luxembourg, having its registered office at 15, rue Edward Steichen, L-2540 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, registered with the Luxembourg Trade and Companies' Register under number 160655 ("Kinove"),

here represented by Dr. Matthias Prochaska, professionally residing in Luxembourg, by virtue of a proxy, given on 14 January 2013.

The said proxies, initialled ne varietur by the proxyholder of the appearing parties and the notary, shall remain annexed to this deed to be filed at the same time with the registration authorities.

Such appearing parties have requested the officiating notary to enact the deed of incorporation of a partnership limited by shares (société en commandite par actions) which they wish to incorporate with the following articles of association:

A. Name - Purpose - Duration - Registered office

Art. 1. Name. There exists a partnership limited by shares (société en commandite par actions) under the name Orion Engineered Carbons Finance & Co. S.C.A. (hereinafter the "Company") which shall be governed by the law of 10 August 1915 concerning commercial companies, as amended (the "Law"), as well as by the present articles of association.

Art. 2. Purpose.

2.1 The purpose of the Company is the holding of participations, in any form whatsoever, in Luxembourg and foreign companies and in any other form of investment, the acquisition by purchase, subscription or in any other manner as well as the transfer by sale, exchange or otherwise of securities of any kind and the administration, management, control and development of its portfolio.

2.2 The Company may further guarantee, grant security, grant loans or otherwise assist the companies in which it holds a direct or indirect participation or right of any kind or which form part of the same group of companies as the Company.

2.3 The Company may raise funds especially through borrowing in any form or by issuing any kind of notes including PIK notes and the listing thereof, securities or debt instruments, bonds and debentures and generally issue securities of any type.

2.4 The Company may carry out any commercial, industrial, financial, real estate or intellectual property activities which it considers useful for the accomplishment of these purposes.

Art. 3. Duration.

3.1 The Company is incorporated for an unlimited period of time.

3.2 It may be dissolved at any time with and without cause by a resolution of the general meeting of shareholders, adopted in the manner required for an amendment of these articles of association.

Art. 4. Registered office.

4.1 The registered office of the Company is established in the city of Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg.

4.2 Within the same municipality, the registered office may be transferred by decision of the Manager (as defined below). It may be transferred to any other municipality in the Grand Duchy of Luxembourg by means of a resolution of the general meeting of shareholders, adopted in the manner required for an amendment of these articles of association.

4.3 Branches or other offices may be established either in the Grand Duchy of Luxembourg or abroad by a resolution of the Manager.

4.4 In the event that the Manager determines that extraordinary political, economic or social circumstances or national disasters have occurred or are imminent that would interfere with the normal activities of the Company at its registered office, the registered office may be temporarily transferred abroad until the complete cessation of these extraordinary circumstances; such temporary measures shall not effect the nationality of the Company which, notwithstanding the temporary transfer of its registered office, shall remain a Luxembourg company.

B. Share capital . Shares

Art. 5. Share capital.

5.1 The Company's share capital is set at one hundred thousand Euro (EUR 100,000), represented by ninety-nine thousand nine hundred ninety-nine (99,999) ordinary shares (the "Ordinary Shares") and one (1) unlimited share (the "Management Share") with a nominal value of one Euro (EUR 1) each. The Management Share shall be held by an unlimited shareholder (associé commandité) of the Company. The Ordinary Shares and the Management Share are hereafter together referred to as the "shares".

5.2 The Company's share capital may be increased or reduced by a resolution of the general meeting of shareholders adopted in the manner required for an amendment of these articles of association or as set out in article 6 hereof.

5.3 Any new shares to be paid for in cash shall be offered by preference to the existing shareholder(s). In case of plurality of shareholders, such shares shall be offered to the shareholders in proportion to the number of shares held by them in the Company's share capital. The Manager shall determine the period of time during which such preferential subscription right may be exercised. This period may not be less than thirty (30) days from the date of dispatch of a registered letter sent to the shareholder(s), announcing the opening of the subscription period. The general meeting of shareholders may limit or suppress the preferential subscription right of the existing shareholder(s) in the manner required for an amendment of these articles of association or in accordance with article 6 hereof.

5.4 The Company may redeem its own shares subject to the provisions of the Law.

Art. 6. Shares.

6.1 The Company's share capital is divided into shares, each of them having the same nominal value.

6.2 The shares of the Company are in registered form.

6.3 Death, suspension of civil rights, dissolution, bankruptcy or insolvency or any other similar event regarding any of the shareholders shall not cause the dissolution of the Company.

Art. 7. Register of shares - Transfer of shares.

7.1 A register of shares shall be kept at the registered office of the Company, where it shall be available for inspection by any shareholder. This register shall contain all the information required by the Law. Ownership of shares is established by registration in said share register. Certificates of such registration shall be issued upon request and at the expense of the relevant shareholder.

7.2 Certificates of bearer shares shall be signed by two directors or, if the Company has a sole director, by such director in accordance with the provisions of the Law. One of the signatures may be affixed by a person delegated to such purpose by the board of directors under the conditions of the Law. Bearer share certificates shall contain all information required by the Law.

7.3 The Company will recognise only one holder per share. In case a share is owned by several persons, they shall appoint a single representative who shall represent them towards the Company. The Company has the right to suspend the exercise of all rights attached to that share until such representative has been appointed.

7.4 The shares are freely transferable in accordance with the provisions of the Law.

7.5 The Unlimited Share(s) are only transferrable to unlimited shareholders jointly and severally liable for all liabilities of the Company which cannot be met out of the assets of the Company.

7.6 Any transfer of registered shares shall become effective towards the Company and third parties through the recording of a declaration of transfer into the register of shares signed and dated either (i) by the transferor and the transferee or their representatives, or (ii) by the Company upon notification of the transfer to, or upon the acceptance of the transfer by the Company. The transfer of bearer shares occurs by the mere delivery of the related share certificate.

Art. 8. Liability of shareholders.

8.1 The liability of the owners of Ordinary Shares (associés commanditaires) is limited to the amount of share capital for which they subscribed. However, any owner of Ordinary shares who sign on behalf of the Company, even by virtue of a power of attorney, or whose name appears in the firm name, shall, vis-à-vis third parties, incur the same liabilities as those provided for, in the same circumstances, in article 20 of the Law with respect to limited members of a société en commandite simple.

8.2 The owner(s) of the Unlimited Share(s) (associés commandité(s)) is(are) jointly and severally liable for all liabilities of the Company which cannot be met out of the assets of the Company.

C. General meetings of shareholders

Art. 9. Powers of the general meeting of shareholders. The shareholders of the Company exercise their collective rights in the general meeting of shareholders. Any regularly constituted general meeting of shareholders of the Company shall represent the entire body of shareholders of the Company. The general meeting of shareholders is vested with the powers expressly reserved to it by the Law and by these articles of association.

Art. 10. Convening of general meetings of shareholders.

10.1 The general meeting of shareholders may at any time be convened by the Manager or, as the case may be, by the Supervisory Board (as defined below).

10.2 It must be convened by the Manager or the Supervisory Board upon written request of one or several shareholders representing at least ten percent (10%) of the Company's share capital. In such case, the general meeting of shareholders shall be held within a period of one (1) month from receipt of such request.

10.3 The convening notice for every general meeting shall contain the date, time, place and agenda of the meeting and shall be made through announcements published twice, with a minimum interval of eight (8) days, and eight (8) days before the meeting, in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations and in a Luxembourg newspaper. Notices by mail shall be sent eight (8) days before the meeting to the registered shareholders, but no proof that this formality has been complied with needs to be given. Where all the shares are in registered form, the convening notices may be made by registered letters only and shall be dispatched to each shareholder by registered mail at least eight (8) days before the date scheduled for the meeting.

10.4 If all of the shareholders are present or represented at a general meeting of shareholders and have waived any convening requirement the meeting may be held without prior notice or publication.

Art. 11. Conduct of general meetings of shareholders.

11.1 The annual general meeting of shareholders shall be held in Luxembourg at the registered office of the Company, or at such other place in Luxembourg as may be specified in the convening notice of such meeting, on the second Tuesday of April at 11:00 a.m. CET. If such day is a legal holiday, the annual general meeting shall be held on the next following business day. Other meetings of shareholders may be held at such place and time as may be specified in the respective convening notices.

11.2 A board of the meeting shall be formed at any general meeting of shareholders, composed of a chairman, a secretary and a scrutineer need neither be shareholders nor the Manager. If all the shareholders present at the general meeting decide that they can control the regularity of the votes, the shareholders may unanimously decide to only appoint (i) a chairman and a secretary or (ii) a single person who will assume the role of the board and in such case there is no need to appoint a scrutineer. Any reference made herein to the "board of the meeting" shall in such case be construed as a reference to the "chairman and secretary" or, as the case may be to the "single person who assumes the role of the board", depending on the context and as applicable. The board of the meeting shall especially ensure that the meeting is held in accordance with applicable rules and, in particular, in compliance with the rules in relation to convening, majority requirements, vote tallying and representation of shareholders.

11.3 An attendance list must be kept at any general meeting of shareholders.

11.4 A shareholder may act at any general meeting of shareholders by appointing another person as his proxy in writing or by facsimile, electronic mail or any other similar means of communication. One person may represent several or even all shareholders.

11.5 Shareholders taking part in a meeting by conference call, through video-conference or by any other means of communication allowing their identification and allowing that all persons taking part in the meeting hear one another on a continuous basis and allowing an effective participation of all such persons in the meeting, are deemed to be present for the computation of the quorums and votes, subject to such means of communication being made available at the place of the meeting.

11.6 Each shareholder may vote at a general meeting through a signed voting form sent by post, electronic mail, facsimile or any other means of communication to the Company's registered office or to the address specified in the convening notice. The shareholders may only use voting forms provided by the Company which contain at least the place, date and time of the meeting, the agenda of the meeting, the proposal submitted to the decision of the meeting, as well as for each proposal three boxes allowing the shareholder to vote in favour of, against, or abstain from voting on each proposed resolution by ticking the appropriate box.

11.7 Voting forms which, for a proposed resolution, do not show only (i) a vote in favour or (ii) a vote against the proposed resolution or (iii) an abstention are void with respect to such resolution. The Company shall only take into account voting forms received prior to the general meeting which they relate to.

Art. 12. Manager consent. The general meeting of shareholders may only adopt or ratify (i) acts affecting the interests of the Company vis-à-vis third parties or (ii) amend the articles of association with the consent of the Manager.

Art. 13. Quorum and Vote.

13.1 Each shareholder is entitled to as many votes as it holds shares.

13.2 Except as otherwise required by the Law or these articles of association, resolutions at a general meeting of shareholders duly convened shall not require any presence quorum and shall be adopted at a simple majority of the votes validly cast, regardless of the portion of capital represented. Abstentions and nil votes shall not be taken into account.

Art. 14. Amendments of the Articles of association. Except as otherwise provided herein and without prejudice to article 12 of these articles of association, these articles of association may be amended by a majority of at least two-thirds of the votes validly cast at a general meeting at which a quorum of more than half of the Company's share capital is present

or represented. If no quorum is reached in a meeting, a second meeting may be convened in accordance with the Law and these articles of association which may deliberate, without prejudice to article 12 of these articles of association, regardless of the quorum represented and at which resolutions are taken at a majority of at least two-thirds of the votes validly cast. Abstentions and nil votes shall not be taken into account.

Art. 15. Change of nationality. The nationality of the Company may be changed by unanimous consent of all shareholders and the Manager.

Art. 16. Adjournment of general meeting of shareholders. Subject to the provisions of the Law, the Manager may adjourn any general meeting of shareholders for four (4) weeks. The Manager shall do so at the request of shareholders representing at least twenty percent (20%) of the share capital of the Company. In the event of an adjournment, any resolution already adopted by the general meeting of shareholder shall be cancelled.

Art. 17. Minutes of general meetings of shareholders.

17.1 The board of any general meeting of shareholders shall draw up minutes of the meeting which shall be signed by the members of the board of the meeting as well as by any shareholder upon its request.

17.2 Any copy and excerpt of such original minutes to be produced in judicial proceedings or to be delivered to any third party, shall be certified as a true copy of the original by the notary having had custody of the original deed, in case the meeting has been recorded in a notarial deed, or shall be signed by the Manager.

D. Management

Art. 18. Appointment and Powers of the Manager(s).

18.1 The Company shall be managed by Orion Engineered Carbons Finance 1 S.à r.l., a société à responsabilité limitée incorporated and existing under the laws of Luxembourg, having its registered office at 15, rue Edward Steichen, L-2540 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, registration with the Luxembourg Trade and Companies' Register pending (the "Manager"). The owners of Ordinary Shares (actionnaires commanditaires) shall neither participate nor interfere in the management of the Company.

18.2 In the event of legal incapacity, liquidation or other permanent situation preventing the Manager from acting as Manager of the Company, the Company shall not be immediately dissolved and liquidated, provided the Supervisory Board appoints an administrator, who does not need to be a shareholder, to effect urgent or mere administrative acts, until a general meeting of shareholders is held, which such administrator shall convene within fifteen (15) days of his appointment. At such general meeting, the shareholders shall appoint a successor manager, in accordance with the quorum and majority requirement for amendment of these articles of association (it being understood that the former manager shall not participate in such vote). Any such appointment of a successor manager shall not be subject to the approval of the Manager.

18.3 The Manager is vested with the broadest powers to act in the name of the Company and to take any actions necessary or useful to fulfil the Company's corporate purpose, with the exception of the powers reserved by the Law or by these articles of association to the general meeting of shareholders or to the Supervisory Board.

Art. 19. Conflict of interest.

19.1 The transactions made between the Company and the Manager having an interest conflicting with that of the Company are mentioned in the resolution of the Manager.

19.2 Any such conflict of interest shall be reported to the next general meeting of shareholders prior to taking any resolution on any other item.

19.3 The preceding rules shall not apply where the decision of the Manager relates to current operations entered into under normal conditions.

Art. 20. Dealing with third parties.

20.1 The Company shall be bound towards third parties in all circumstances by the sole signature of the Manager or by the sole signature of any person(s) to whom such signatory power may have been delegated by the Manager within the limits of such delegation.

20.2 The Company shall be bound towards third parties by the signature of any person(s) to whom such power may have been delegated acting individually or jointly in accordance within the limits of such delegation.

20.3 The Company may grant special powers by notarised proxy or private instrument.

20.4 No contract or other transaction between the Company and any other company or firm shall be affected or invalidated by the fact that the Manager or any one or more of the directors or officers of the Manager is interested in, or is a director, associate, officer or employee of, such company or firm. Any director or officer of the Manager who serves as a director, officer or employee of a company or firm with which the Company shall contract or otherwise engage in business shall not, solely by reason of such affiliation with such other company or firm, be prevented from considering and voting or acting upon any matters with respect to such contract or other business.

E. Supervision of the company

Art. 21. Supervisory Board.

21.1 The operations of the Company shall be supervised by a supervisory board (the “Supervisory Board”), comprising at least three (3) internal auditors (commissaires), hereinafter referred to as the members of the Supervisory Board. The Supervisory Board may be consulted by the Manager on such matters as the Manager may determine and may authorise any actions of the Manager that may, pursuant to law or regulation or under these articles of association, exceed the powers of the Manager.

21.2 The general meeting of shareholders shall appoint the members of the Supervisory Board, and shall determine their number, remuneration and term of office, which may not exceed six (6) years. The members of the Supervisory Board may be re-appointed. The Supervisory Board may elect one of its members as chairman.

21.3 Any member of the Supervisory Board may be removed at any time, without notice and with or without cause by the general meeting of shareholders.

21.4 The members of the Supervisory Board have an unlimited right of permanent supervision and control of all operations of the Company.

21.5 If the shareholders of the Company appoint one or more independent auditor(s) (réviseur(s) d'entreprises agréé (s)) in accordance with article 69 of the law of 19 December 2002 regarding the trade and companies' register and the accounting and annual accounts of undertakings, the institution of the Supervisory Board shall be suppressed.

21.6 Any independent auditor may only be removed by the general meeting of shareholders with cause or with his approval.

Art. 22. Conduct of meetings.

22.1 The Supervisory Board shall meet upon call by its chairman or by the Manager at the place indicated in the notice of meeting. The meetings of the Supervisory Board shall be held at the registered office of the Company unless otherwise indicated in the notice of meeting.

22.2 Written notice of any meeting of the Supervisory Board must be given to all members of the Supervisory Board at least twenty-four (24) hours at least in advance of the date scheduled for the meeting, except in case of emergency, in which case the nature and the reasons of such emergency must be mentioned in the notice of meeting. This notice may be omitted in case of assent of each member of the Supervisory Board in writing, by facsimile, electronic mail or any other similar means of communication, a copy of such signed document being sufficient proof thereof. No prior notice shall be required for a meeting of the Supervisory Board to be held at a time and location determined in a prior resolution adopted by the Supervisory Board.

22.3 No prior notice shall be required in case all the members of the Supervisory Board are present or represented at a meeting of such Supervisory Board and have waived any convening requirement, or in case of resolutions in writing approved and signed by all the members of the Supervisory Board.

22.4 Any member may act at any meeting by appointing in writing, by facsimile, electronic mail or any other similar means of communication another member as his proxy. A member may represent several of his colleagues.

22.5 Resolutions of the Supervisory Board will be recorded in minutes signed by the chairman of the meeting. Copies of extracts of such minutes to be produced in judicial proceedings or elsewhere will be validly signed by the chairman of the meeting or any two members.

22.6 Resolutions are taken by a majority vote of the members present or represented. The chairman shall not have a casting vote.

22.7 The Supervisory Board may, unanimously, pass resolutions by circular means when expressing its approval in writing, by facsimile, electronic mail or any other similar means of communication. The members of the Supervisory Board may express their consent separately, the entirety of the consents evidencing the adoption of the resolutions. The date of such resolutions shall be the date of the last signature.

22.8 Meeting of the Supervisory Board may also be held by conferencecall or video conference or by any other means of communication allowing all persons participating at such meeting to hear on a continuous basis and allowing an effective participation in the meeting. The participation in a meeting by these means equivalent to a participation in person at such meeting and the meeting is deemed to be held at the registered office of the Company.

F. Financial year – Allocation of profits – Interim dividends

Art. 23. Financial year. The financial year of the Company shall begin on the first of January of each year and shall end on the thirty-first of December of the same year.

Art. 24. Annual accounts and Allocation of profits.

24.1 At the end of each financial year, the accounts are closed, the Manager draws up an inventory of assets and liabilities, the balance sheet and the profit and loss accounts in accordance with the law.

24.2 From the annual net profits of the Company, five per cent (5 %) at least shall be allocated to the legal reserve. This allocation shall cease to be mandatory as soon and as long as the aggregate amount of such reserve amounts to ten per cent (10%) of the share capital of the Company.

24.3 Sums contributed to a reserve of the Company by a shareholder may also be allocated to the legal reserve if the contributing shareholder agrees with such allocation.

24.4 In case of a share capital reduction, the Company's legal reserve may be reduced in proportion so that it does not exceed ten per cent (10%) of the share capital.

24.5 Upon recommendation of the Manager, the general meeting of shareholders shall determine how the remainder of the Company's annual net profits shall be used in accordance with the Law and these articles of association.

Art. 25. Interim dividends - Share premium and Assimilated premiums.

25.1 The Manager may proceed to the payment of interim dividends subject to the provisions of the Law.

25.2 Any share premium, assimilated premium, or other distributable reserve may be freely distributed to the shareholders subject to the provisions of the Law and these articles of association.

G. Liquidation

Art. 26. Liquidation.

26.1 In the event of dissolution in accordance with article 3.2 of these articles of association of the Company, the liquidation shall be carried out by one or several liquidators who are appointed by the general meeting of shareholders, deciding such dissolution and which shall determine their powers and their compensation. Unless otherwise provided, the liquidators shall have the most extensive powers for the realisation of the assets and payment of the liabilities of the Company.

26.2 Unless otherwise provided in these articles of association, the surplus resulting from the realisation of the assets and the payment of the liabilities shall be distributed among the shareholders in proportion to the number of shares of the Company held by them.

H. Final clause - Governing law

Art. 27. Governing law. All matters not governed by these articles of association shall be determined in accordance with the Law.

Transitional provisions

1. The first financial year shall begin on the date of incorporation of the Company and terminate on 31 December 2013.
2. The first annual general meeting of shareholders shall be held in 2014.
3. Interim dividends may also be distributed during the Company's first financial year.

Subscription and Payment

The one hundred thousand (100,000) issued shares have been subscribed as follows:

- Ninety-nine thousand nine hundred and ninety-eight (99,998) Ordinary Shares have been subscribed by Kinove, aforementioned, for the price of ninety-nine thousand nine hundred and ninety-eight Euro (EUR 99,998);
- One (1) Ordinary Share has been subscribed by Orion, aforementioned, for the price of one Euro (EUR 1); and
- One (1) Management Share has been subscribed by the GP, aforementioned, for the price of one Euro (EUR 1).

The shares so subscribed have been fully paid-up by a contribution in cash so that the amount of one hundred thousand Euro (EUR 100,000) is as of now available to the Company, as it has been justified to the undersigned notary.

Expenses

The expenses, costs, remunerations or charges in any form whatsoever incurred by the Company or which shall be borne by the Company in connection with its incorporation are estimated at approximately one thousand seven hundred Euro (EUR 1.700.-).

Resolutions of the shareholders

The incorporating shareholders, representing the entire share capital of the Company and having waived any convening requirements, have thereupon passed the following resolutions:

1. The address of the registered office of the Company is set at 15, rue Edward Steichen, L-2540 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg.
2. The following person is appointed as independent auditor (réviseur d'entreprises agréé) of the Company: ERNST & YOUNG LUXEMBOURG, a société anonyme with registered office at 7, rue Gabriel Lippmann, L-5365 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, registered with the Luxembourg Trade and Companies' Register under number B 88019, until the general meeting of shareholders resolving on the annual accounts for the first financial year.
- 3.

Whereof the present notarial deed was drawn up in Luxembourg, on the day specified at the beginning of this document.

The undersigned notary who understands and speaks English, states herewith that on request of the appearing parties, this deed is worded in English followed by a German translation; at the request of the same appearing parties and in case of divergence between the English and the German text, the English version shall prevail.

The document having been read to the proxyholder of the appearing parties, known to the notary by name, first name and residence, the said proxyholder of the appearing parties signed together with the notary the present deed.

Es folgt die deutsche Übersetzung des vorangehenden Textes:

Im Jahr zweitausendunddreizehn, am fünfzehnten Januar.

Vor der unterzeichnenden Notarin Martine SCHAEFFER, mit Amtssitz in Luxemburg, Großherzogtum Luxemburg,

SIND ERSCIENEN:

1. Orion Engineered Carbons Finance 1 S.à r.l., eine société à responsabilité limitée gegründet und bestehend nach luxemburgischem Recht, mit Sitz in 15, rue Edward Steichen, L-2540 Luxemburg, Großherzogtum Luxemburg, Eintragung im luxemburgischen Handelsund Gesellschaftsregister ausstehend (der „GP“),

hier vertreten durch Dr. Matthias Prochaska, wohnhaft in Luxemburg, gemäß einer Vollmacht vom 15. Januar 2013,

2. Orion Engineered Carbons Finance 2 S.à r.l., eine société à responsabilité limitée gegründet und bestehend nach luxemburgischem Recht, mit Sitz in 15, rue Edward Steichen, L-2540 Luxemburg, Großherzogtum Luxemburg, Eintragung im luxemburgischen Handelsund Gesellschaftsregister ausstehend („Orion“),

hier vertreten durch Dr. Matthias Prochaska, wohnhaft in Luxemburg, gemäß einer Vollmacht vom 15. Januar 2013, und

4. Kinove Luxembourg Holdings 1 S.à r.l., eine société à responsabilité limitée gegründet und bestehend nach luxemburgischem Recht, mit Sitz in 15, rue Edward Steichen, L-2540 Luxemburg, Großherzogtum Luxemburg, eingetragen im luxemburgischen Handelsund Gesellschaftsregister unter der Nummer B 160655 („Kinove“),

hier vertreten durch Dr. Matthias Prochaska, wohnhaft in Luxemburg, gemäß einer Vollmacht vom 14. Januar 2013.

Besagte Vollmachten, welche von den erschienenen Parteien und dem unterzeichnenden Notar ne varietur paraphiert wurden, werden der vorliegenden Urkunde beigelegt, um mit derselben bei den Registrierungsbehörden hinterlegt zu werden.

Die erschienenen Parteien haben den amtierenden Notar ersucht, die Gründung einer Kommanditgesellschaft auf Aktien (société en commandite par actions) zu beurkunden, welche sie mit der folgenden Satzung gründen wollen:

A. Name - Zweck - Dauer - Sitz

Art. 1. Name. Es besteht eine Kommanditgesellschaft auf Aktien (société en commandite par actions) mit dem Namen Orion Engineered Carbons Finance & Co. S.C.A. (die „Gesellschaft“), welche den Bestimmungen des Gesetzes vom 10. August 1915 über Handelsgesellschaften in seiner aktuellen Fassung (das „Gesetz von 1915“) und dieser Satzung unterliegt.

Art. 2. Zweck der Gesellschaft.

2.1 Der Zweck der Gesellschaft ist das Halten von Beteiligungen jeglicher Art an luxemburgischen und ausländischen Gesellschaften sowie jede andere Form der Investition, der Erwerb von Wertpapieren jeder Art durch Kauf, Zeichnung oder auf andere Weise, sowie deren Übertragung durch Verkauf, Tausch oder in anderer Form und die Verwaltung, Kontrolle und Entwicklung ihrer Beteiligungen.

2.2 Die Gesellschaft kann des Weiteren für Gesellschaften, in welchen sie eine direkte oder indirekte Beteiligung oder Rechte jeglicher Art hält oder welche der gleichen Unternehmensgruppe wie sie selbst angehören, Garantien geben, Sicherheiten einräumen, Kredite gewähren oder diese auf jede andere Weise unterstützen.

2.3 Die Gesellschaft kann in jeder Form Gelder aufbringen, insbesondere durch Aufnahme von Darlehen in jeglicher Form oder mittels Ausgabe aller Arten von Anleihen inklusive sogenannter PIK Notes sowie deren Börsennotierung, Wertpapieren und Schuldtiteln, Schuldverschreibungen, Obligationen und generell jeglicher Form von Schuldscheinen bzw. Wertpapieren.

2.4 Die Gesellschaft kann alle Tätigkeiten kaufmännischer, industrieller und finanzieller Natur vornehmen sowie solche, welche im Zusammenhang mit geistigem Eigentum oder mit Grundeigentum stehen und ihr zur Erreichung dieser Zwecke förderlich erscheinen.

Art. 3. Dauer.

3.1 Die Gesellschaft wird für unbegrenzte Dauer gegründet.

3.2 Sie kann jederzeit mit und ohne Begründung durch einen Beschluss der Hauptversammlung der Aktionäre aufgelöst werden, welcher in der für eine Satzungsänderung erforderlichen Form gefasst wird.

Art. 4. Sitz.

4.1 Der Sitz der Gesellschaft ist in der Stadt Luxemburg, Großherzogtum Luxemburg.

4.2 Innerhalb derselben Gemeinde kann der Gesellschaftssitz durch einen Beschluss des Geschäftsführers (wie unten definiert) verlegt werden. Durch Beschluss der Hauptversammlung der Aktionäre, welcher in der für eine Satzungsän-

derung erforderlichen Form gefasst wird, kann er in jede andere Gemeinde des Großherzogtums Luxemburg verlegt werden.

4.3 Zweigniederlassungen oder andere Geschäftsstellen können durch Beschluss des Geschäftsführers im Großherzogtum Luxemburg oder im Ausland errichtet werden.

4.4 Sollte der Geschäftsführer entscheiden, dass außergewöhnliche politische, wirtschaftliche oder soziale Entwicklungen aufgetreten sind oder unmittelbar bevorstehen, welche die gewöhnlichen Aktivitäten der Gesellschaft an ihrem Gesellschaftssitz beeinträchtigen könnten, so kann der Gesellschaftssitz bis zur endgültigen Beendigung dieser außergewöhnlichen Umstände vorübergehend ins Ausland verlegt werden; solche vorübergehenden Maßnahmen haben keine Auswirkungen auf die Nationalität der Gesellschaft, die trotz vorübergehender Verlegung des Gesellschaftssitzes eine luxemburgische Gesellschaft bleibt.

B. Gesellschaftskapital - Aktien

Art. 5. Gesellschaftskapital.

5.1 Das Gesellschaftskapital der Gesellschaft beträgt einhunderttausend Euro (EUR 100,000) bestehend aus neunundneunzigtausendneunhundertneunundneunzig (99.999) Stammaktien (die „Stammaktien“) und einer (1) Komplementärsaktie (die „Komplementärsaktie“) mit einem Nominalwert von einem Euro (EUR 1) pro Aktie. Die Komplementärsaktie wird von einem unbeschränkt haftenden Gesellschafter (Komplementär, associé commandité) gehalten. Die Stammaktien und die Komplementärsaktie werden im Folgenden als „Aktien“ bezeichnet.

5.2 Das Gesellschaftskapital kann durch einen Beschluss der Hauptversammlung der Aktionäre, welcher in der für eine Satzungsänderung erforderlichen Form gefasst wird, oder nach den Bestimmungen des Artikels 6 dieser Satzung erhöht oder herabgesetzt werden.

5.3 Alle neuen Aktien, die durch Bareinlagen zu bezahlen sind, werden zuerst dem/den bestehenden Aktionären angeboten. Im Falle einer Mehrheit von Aktionären werden solche Aktien den Aktionären im Verhältnis zur Anzahl der von ihnen im Gesellschaftskapital jeweils gehaltenen Aktien angeboten. Der Geschäftsführer bestimmt den Zeitraum, während dessen dieses Vorzugsrecht ausgeübt werden kann. Dieser Zeitraum darf nicht weniger als dreißig (30) Tage vom Datum der Absendung eines an den Aktionär/die Aktionäre gesendeten Einschreibens beantragen, welches die Eröffnung der Zeichnung ankündigt. Die Hauptversammlung der Aktionäre kann jedoch das Vorzugsrecht des bestehenden Aktionärs/der bestehenden Aktionäre durch einen Beschluss, welcher in der Weise gefasst werden muss, wie es für eine Änderung dieser Satzung erforderlich ist oder im Einklang mit den Bestimmungen des Artikels 6 dieser Satzung, begrenzen oder aufheben.

5.4 Im Einklang mit den Bestimmungen des Gesetzes von 1915 kann die Gesellschaft ihre eigenen Aktien zurückkaufen.

Art. 6. Aktien.

6.1 Das Gesellschaftskapital der Gesellschaft ist in Aktien mit demselben Nominalwert aufgeteilt.

6.2 Die Aktien der Gesellschaft sind Namensaktien.

6.3 Die Gesellschaft wird weder durch Tod, Geschäftsunfähigkeit, Auflösung, Konkurs, Insolvenz oder ein vergleichbares, einen Aktionär betreffendes Ereignis, aufgelöst.

Art. 7. Aktienregister - Übertragung von Aktien.

7.1 Am Sitz der Gesellschaft wird ein Aktienregister geführt, welches von jedem Aktionären eingesehen werden kann. Dieses Aktienregister enthält alle vom Gesetz von 1915 vorgeschriebenen Informationen. Der Beweis über das Eigentum an Aktien kann durch die Eintragung eines Aktionärs im Aktienregister erbracht werden. Auf Ersuchen und auf Kosten des betreffenden Aktionärs können Zertifikate über die Eintragung ausgegeben werden.

7.2 Zertifikate über Inhaberaktien werden von zwei Verwaltungsratsmitgliedern unterzeichnet, oder, sofern die Gesellschaft ein einziges Verwaltungsratsmitglied hat, von diesem im Einklang mit den Bestimmungen des Gesetzes von 1915. Eine dieser Unterschriften kann von einer zu einem solchen Zwecke vom Verwaltungsrat im Einklang mit den Bestimmungen des Gesetzes von 1915 berufenen Person vorgenommen werden. Zertifikate über Inhaberaktien müssen alle nach dem Gesetz von 1915 erforderlichen Informationen enthalten.

7.3 Die Gesellschaft erkennt lediglich einen Inhaber pro Aktie an. Sofern eine Aktie von mehreren Personen gehalten wird, müssen diese eine einzelne Person benennen, welche sie im Verhältnis zur Gesellschaft vertritt. Die Gesellschaft ist berechtigt, die Ausübung aller Rechte im Zusammenhang mit einer derartigen Aktie auszusetzen, bis eine Person als Vertreter der Inhaber gegenüber der Gesellschaft bezeichnet worden ist.

7.4 In Übereinstimmung mit den Bestimmungen des Gesetzes sind die Aktien frei übertragbar.

7.5 Die Komplementärsaktie/n ist/sind nur auf Komplementäre übertragbar, die gesamtschuldnerisch für alle Verbindlichkeiten der Gesellschaft haften, die nicht aus dem Vermögen der Gesellschaft beglichen werden können.

7.6 Jede Übertragung von Namensaktien wird der Gesellschaft und Dritten gegenüber entweder (i) durch Eintragung einer vom Zedenten und vom Zessionar oder deren Vertretern datierten und unterschriebenen Übertragungserklärung ins Aktienregister oder (ii) durch Eintragung einer von der Gesellschaft datierten und unterschriebenen Übertragungserklärung ins Aktienregister, nachdem sie von der Übertragung in Kenntnis gesetzt wurde oder dieser zugestimmt hat, wirksam. Die Übertragung von Inhaberaktien erfolgt durch die bloße Übergabe des entsprechenden Zertifikats.

Art. 8. Haftung der Aktionäre.

8.1 Die Haftung der Eigentümer von Stammaktien (Kommanditisten, associés commanditaires) ist auf den Betrag des Gesellschaftskapitals beschränkt, den diese halten. Dennoch übernimmt jeder Eigentümer von Stammaktien, der für die Gesellschaft unterzeichnet, selbst wenn dies aufgrund einer Vollmacht geschieht, oder dessen Name in der Firma aufgeführt ist, Dritten gegenüber für dieselben Handlungen dieselbe Haftung, die gem. Art. 20 des Gesetzes von 1915 für beschränkt haftende Mitglieder einer Kommanditgesellschaft gilt.

8.2 Der/Die Eigentümer von Komplementärsaktien (Komplementäre, associés commandité(s)) haftet/haften gesamtschuldnerisch für alle Verbindlichkeiten der Gesellschaft, die nicht aus dem Vermögen der Gesellschaft beglichen werden können.

C. Hauptversammlung der Aktionäre

Art. 9. Befugnisse der Hauptversammlung der Aktionäre. Die Aktionäre der Gesellschaft üben ihre gemeinschaftlichen Rechte in der Hauptversammlung der Aktionäre aus. Jede regelmäßig einberufene Hauptversammlung der Aktionäre repräsentiert die Gesamtheit der Aktionäre der Gesellschaft. Die Hauptversammlung der Aktionäre hat die ihr durch das Gesetz von 1915 oder durch diese Satzung ausdrücklich verliehenen Befugnisse.

Art. 10. Ladung der Hauptversammlung der Aktionäre.

10.1 Die Hauptversammlung der Aktionäre kann jederzeit vom Geschäftsführer oder gegebenenfalls vom Aufsichtsrat (wie unten definiert) einberufen werden.

10.2 Sie muss auf schriftliche Aufforderung von Aktionären, die zusammen mindestens 10 Prozent (10 %) des Gesellschaftskapitals halten, vom Geschäftsführer oder vom Aufsichtsrat einberufen werden. In diesem Fall muss die Hauptversammlung der Aktionäre innerhalb eines (1) Monats ab Zugang des Ersuchens abgehalten werden.

10.3 Die Ladung zu jeder Hauptversammlung der Aktionäre muss das Datum, die Uhrzeit, den Ort und die Tagesordnung der Versammlung enthalten und soll zweimal in Form einer Einladung im Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations und in einer Luxemburger Tageszeitung mit einem Abstand von mindestens acht (8) Tagen und acht (8) Tage vor dem für die Hauptversammlung anberaumten Datum erfolgen. Ladungen per Post sind acht (8) Tage vor dem für die Versammlung anberaumten Datum an jeden Inhaber von Namensaktien zu entsenden, wobei kein Beweis der Einhaltung dieser Formvorschrift erbracht werden muss. Handelt es sich bei allen Aktien um Namensaktien, so kann die Ladung nur durch Einschreiben erfolgen, die mindestens acht (8) Tage vor dem für die Versammlung anberaumten Datum an jeden Aktionär abzusenden sind.

10.4 Falls alle Aktionäre in einer Versammlung anwesend oder vertreten sind und auf sämtliche Einladungsformalitäten verzichtet haben, kann die Hauptversammlung auch ohne vorherige Ladung oder Veröffentlichung abgehalten werden.

Art. 11. Durchführung der Hauptversammlung der Aktionäre.

11.1 Die Jahreshauptversammlung der Aktionäre muss in der Gemeinde, in der sich der Gesellschaftssitz befindet, oder an einem anderen in der Ladung bestimmten Ort am zweiten Dienstag im April um 11:00 Uhr MEZ abgehalten werden. Ist dieser Tag ein gesetzlicher Feiertag, so ist die Jahreshauptversammlung der Aktionäre am darauf folgenden Werktag abzuhalten. Weitere Hauptversammlungen der Aktionäre können an dem in der Ladung bestimmten Ort zu der darin angegebenen Zeit abgehalten werden.

11.2 In jeder Hauptversammlung der Aktionäre soll ein Rat der Versammlung begründet werden bestehend aus einem Vorsitzenden, einem Schriftführer und einem Stimmzähler, die durch die Hauptversammlung der Aktionäre ernannt werden und die weder Aktionäre, noch der Geschäftsführer sein müssen. Wenn alle bei der Hauptversammlung anwesenden Aktionäre entscheiden, dass die Rechtmäßigkeit der Abstimmung gewährleistet werden kann, so können sie einstimmig beschließen, lediglich (i) einen Vorsitzenden und einen Schriftführer oder (ii) eine Einzelperson zu ernennen, die die Rolle des Rates übernimmt. In einem solchen Fall ist die Ernennung eines Stimmzählers nicht erforderlich. Soweit anwendbar und je nach Zusammenhang soll ein in dieser Satzung genannter Verweis auf den „Rat“ als Verweis auf den „Vorsitzenden und Schriftführer“ oder gegebenenfalls als Verweis auf die „Einzelperson, die die Rolle des Rates übernommen hat“, gelesen werden. Der Rat der Versammlung soll insbesondere sicherstellen, dass die Versammlung gemäß den anwendbaren Regeln und vor allem im Einklang mit den Regeln betreffend die Ladung, Mehrheitserfordernisse, Stimmauszählung und Vertretung von Aktionären abgehalten wird.

11.3 In jeder Hauptversammlung muss eine Anwesenheitsliste geführt werden.

11.4 Ein Aktionär kann an jeder Hauptversammlung der Aktionäre teilnehmen, indem er eine andere Person, Aktionär oder nicht Aktionär, durch ein unterzeichnetes Dokument, das per Post, Fax, E-Mail oder durch ein vergleichbares Kommunikationsmittel übermittelt wird, schriftlich bevollmächtigt. Eine einzige Person kann gleichzeitig mehrere oder alle Aktionäre vertreten.

11.5 Aktionäre, die an einer Hauptversammlung durch Telefonkonferenz, Videokonferenz oder durch ein anderes Kommunikationsmittel teilnehmen, welches es allen Teilnehmern ermöglicht, einander durchgängig zu hören und tatsächlich an der Versammlung teilzunehmen, gelten als anwesend für die Bestimmung des Quorums und des Stimmrechts, sofern diese Kommunikationsmittel am Ort der Hauptversammlung zur Verfügung stehen.

11.6 Jeder Aktionär kann seine Stimme in einer Hauptversammlung der Aktionäre durch ein unterzeichnetes Stimmformular abgeben, welches per Post, E-Mail, Fax oder durch jedes andere Kommunikationsmittel an den Sitz der

Gesellschaft oder an die in der Ladung genannte Adresse gesendet wird. Die Aktionäre können nur solche Stimmformulare verwenden, die von der Gesellschaft zur Verfügung gestellt werden und zumindest den Ort, das Datum und die Uhrzeit der Versammlung, die Tagesordnung, die Beschlussvorschläge an die Versammlung sowie für jeden Vorschlag drei Kästchen enthalten, die es dem Aktionären ermöglichen, seine Stimme für oder gegen den vorgeschlagenen Beschluss abzugeben oder sich zu enthalten, indem er das entsprechende Kästchen ankreuzt.

11.7 Stimmformulare, die für einen Beschlussvorschlag nicht nur (i) eine Stimme für oder (ii) eine Stimme gegen den vorgeschlagenen Beschluss oder (iii) eine Enthaltung beinhalten, sind in Bezug auf den Beschlussvorschlag ungültig. Die Gesellschaft wird nur solche Stimmformulare berücksichtigen, die sie vor der Hauptversammlung der Aktionäre, auf die sie sich beziehen, erhalten hat.

Art. 12. Zustimmung des Geschäftsführers. Die Hauptversammlung der Aktionäre darf (i) Geschäften, die Auswirkungen auf das Interesse der Gesellschaft gegenüber Dritten haben oder (ii) der Änderung der Satzung nur mit dem Einverständnis des Geschäftsführers zustimmen oder diese genehmigen.

Art. 13. Quorum und Stimmrecht.

13.1 Jeder Gesellschafter hat so viele Stimmen, wie er Aktien hält.

13.2 Sofern sich nicht aus dem Gesetz oder aus dieser Satzung etwas anderes ergibt, werden Beschlüsse in einer ordnungsgemäß einberufenen Hauptversammlung der Aktionäre ohne Erfordernis eines Anwesenheitsquorums mit einfacher Mehrheit der gültig abgegebenen Stimmen gefasst, unabhängig von dem vertretenen Anteil am Gesellschaftskapital. Enthaltungen und nichtige Stimmen werden nicht berücksichtigt.

Art. 14. Änderung der Satzung. Vorbehaltlich anderer Regelungen in dieser Satzung und unbeschadet der Bestimmungen des Artikels 12 dieser Satzung erfordert die Änderung der Satzung einen Beschluss der Hauptversammlung der Aktionäre mit einer Mehrheit von mindestens zwei Dritteln der abgegebenen gültigen Stimmen, in der mindestens die Hälfte des Gesellschaftskapitals anwesend oder vertreten ist. Falls dieses Quorum nicht erfüllt ist, kann unter Berücksichtigung der Bestimmungen des Gesetzes von 1915 und dieser Satzung eine zweite Hauptversammlung der Aktionäre einberufen werden, die unbeschadet der Bestimmungen des Artikels 12 dieser Satzung und unabhängig des Anwesenheitsquorums beschlussfähig ist und in welcher Beschlüsse mit einer Zweidrittelmehrheit der gültig abgegebenen Stimmen gefasst werden. Enthaltungen und nichtige Stimmen werden hierbei nicht berücksichtigt.

Art. 15. Änderung der Nationalität. Die Nationalität der Gesellschaft kann einstimmig durch die Aktionäre und den Geschäftsführer geändert werden.

Art. 16. Vertagung von Hauptversammlungen der Aktionäre. Vorbehaltlich der Bestimmungen des Gesetzes von 1915 kann der Geschäftsführer jede Hauptversammlung der Aktionäre um vier (4) Wochen vertagen. Der Geschäftsführer muss eine Hauptversammlung der Aktionäre vertagen, wenn dies von einem oder mehreren Aktionären, die mindestens zwanzig Prozent (20 %) des Gesellschaftskapitals halten, gefordert wird. Durch eine solche Vertagung der Hauptversammlung der Aktionäre wird jeder bereits gefasste Beschluss in dieser Versammlung annulliert.

Art. 17. Protokoll von Hauptversammlungen der Aktionäre.

17.1 Der Rat jeder Hauptversammlung muss ein Protokoll der Versammlung aufnehmen, welches vom Rat der Versammlung sowie von jedem Aktionär, der dies ersucht, unterzeichnet wird.

17.2 Jede Kopie und jeder Auszug solcher Protokolle, welche in Gerichtsverfahren verwendet oder Dritten zugänglich gemacht werden sollen, müssen, wenn die Versammlung in einer notariellen Urkunde aufgenommen wurde, von dem Notar, der die Originalurkunde aufgenommen hat, beglaubigt, oder vom Geschäftsführer unterzeichnet werden.

D. Geschäftsführung

Art. 18. Ernennung und Befugnisse des/der Geschäftsführer/s.

18.1 Die Gesellschaft wird geleitet durch Orion Engineered Carbons Finance 1 S.à r.l., eine société à responsabilité limitée gegründet und bestehend nach luxemburgischem Recht, mit Sitz in 15, rue Edward Steichen, L-2540 Luxemburg, Großherzogtum Luxemburg, Eintragung im Luxemburgischen Handels- und Gesellschaftsregister ausstehend (der „Geschäftsführer“). Die Inhaber von Stammaktien (Kommanditisten, actionnaires commanditaires) dürfen weder an der Geschäftsführung mitwirken, noch in diese eingreifen.

18.2 In den Fällen der Geschäftsunfähigkeit, der Liquidation oder einer anderen dauerhaften Situation, welche den Geschäftsführer der Gesellschaft daran hindert, als solcher zu handeln, wird die Gesellschaft nicht sofort aufgelöst und liquidiert, sofern der Aufsichtsrat einen Verwalter ernennt, der kein Aktionär sein muss und der alle dringenden Geschäfte und Verwaltungsakte bis zur Abhaltung der Hauptversammlung der Aktionäre übernimmt, welche dieser Verwalter innerhalb von fünfzehn (15) Tagen nach seiner Ernennung einzuberufen hat. In einer solchen Hauptversammlung wählen die Aktionäre einen Nachfolger des Geschäftsführers in Übereinstimmung mit dem Quorum und den Mehrheitserfordernissen, die für eine Änderung dieser Satzung gelten (wobei der vorige Geschäftsführer an dieser Wahl selbstverständlich nicht teilnehmen darf). Die Ernennung eines solchen Nachfolgers des Geschäftsführers bedarf nicht der Zustimmung des Geschäftsführers.

18.3 Der Geschäftsführer verfügt über die weitestgehenden Befugnisse, im Namen der Gesellschaft zu handeln und alle Handlungen vorzunehmen, die zur Erfüllung des Gesellschaftszwecks notwendig oder nützlich sind, mit Ausnahme

der durch das Gesetz von 1915 oder durch diese Satzung der Hauptversammlung der Aktionäre oder dem Aufsichtsrat vorbehaltenen Befugnisse.

Art. 19. Interessenkonflikt.

19.1 Transaktionen zwischen der Gesellschaft und dem Geschäftsführer, an denen dieser ein Interesse hat, welches dem der Gesellschaft entgegensteht, werden im Beschluss des Geschäftsführers erwähnt.

19.2 Die nächste Hauptversammlung der Aktionäre muss über derartige Interessenkonflikte informiert werden, bevor Beschlüsse über andere Tagesordnungspunkte gefasst werden.

19.3 Die vorhergehenden Regeln sind nicht anwendbar auf laufende Geschäfte, die unter normalen Bedingungen geschlossen wurden.

Art. 20. Geschäfte mit Dritten.

20.1 Die Gesellschaft wird gegenüber Dritten unter allen Umständen durch die Einzelunterschrift des Geschäftsführers oder durch die Einzelunterschrift jedweder Person(en), der/denen eine solche Befugnis durch den Geschäftsführer übertragen worden ist und die innerhalb der Grenzen dieser Übertragung geleistet wurde, verpflichtet.

20.2 Die Gesellschaft wird gegenüber Dritten durch die gemeinsame oder Einzelunterschrift jedweder Person(en) verpflichtet, der/denen eine solche Befugnis allein oder gemeinschaftlich übertragen worden ist, sofern die Unterschrift innerhalb der Grenzen dieser Übertragung geleistet wurde.

20.3 Die Gesellschaft kann durch notarielle oder privatschriftliche Urkunden spezielle Vollmachten erteilen.

20.4 Kein Vertrag noch andere Transaktionen zwischen der Gesellschaft und jeder anderen Gesellschaft oder Firma soll dadurch beeinträchtigt oder entkräftet werden, dass der Geschäftsführer oder einer oder mehrere der leitenden Angestellten oder Gesellschaftsvertretern des Geschäftsführers ein Interesse an der anderen Gesellschaft oder Firma hat, oder leitender Angestellter, Gesellschafter, Gesellschaftsvertreter oder Angestellter der Gesellschaft oder Firma ist. Jeder leitende Angestellte oder Gesellschaftsvertreter des Geschäftsführers, der als leitender Angestellter, Gesellschaftsvertreter oder Angestellter derjenigen Gesellschaft oder Firma dient, mit der ein Vertrag geschlossen werden soll oder eine andere Geschäftsbeziehung aufgenommen werden soll, ist nicht allein aufgrund seiner Verbindung mit der anderen Gesellschaft oder Firma von Beratungen und Wahlen bzgl. aller damit verbundenen Verträge und Geschäfte ausgeschlossen.

E. Aufsicht der Gesellschaft

Art. 21. Aufsichtsrat.

21.1 Die Geschäfte der Gesellschaft werden von einem Aufsichtsrat (der „Aufsichtsrat“) überwacht, der mindestens drei (3) Rechnungsprüfer (commissaires) umfasst, die nachfolgend als Aufsichtsratsmitglieder bezeichnet werden. Der Aufsichtsrat kann vom Geschäftsführer bei Angelegenheiten hinzugezogen werden, die vom Geschäftsführer festgelegt werden und kann allen Handlungen des Geschäftsführers zustimmen, die gemäß des Gesetzes oder der Rechtsverordnung oder dieser Satzung über die Befugnisse des Geschäftsführers hinausgehen.

21.2 Die Hauptversammlung der Aktionäre ernennt die Aufsichtsratsmitglieder und bestimmt deren Anzahl, Bezüge und Amtszeit, die sechs (6) Jahre nicht überschreiten darf. Aufsichtsratsmitglieder können wieder ernannt werden. Der Aufsichtsrat wählt aus seinen Mitgliedern einen Vorsitzenden.

21.3 Jedes Aufsichtsratsmitglied kann jederzeit ohne Ankündigung und mit oder ohne Grund von der Hauptversammlung der Aktionäre abberufen werden.

21.4 Die Aufsichtsratsmitglieder haben ein uneingeschränktes Aufsichts- und Kontrollrecht bezüglich aller Geschäfte der Gesellschaft.

21.5 Bestellen die Aktionäre einen oder mehrere unabhängige Wirtschaftsprüfer (réviseur(s) d'entreprises agréé(s)) im Einklang mit Artikel 69. des Gesetzes vom 19. Dezember 2002 zum Handels- und Gesellschaftsregister sowie zur Buchführung und zum Jahresabschluss der Unternehmen, so entfällt die Gründung des Aufsichtsrats.

21.6 Ein unabhängiger Wirtschaftsprüfer darf nur aus berechtigtem Grund oder mit seiner Zustimmung durch die Hauptversammlung der Aktionäre abberufen werden.

Art. 22. Durchführung von Aufsichtsratssitzungen.

22.1 Der Aufsichtsrat versammelt sich auf Einberufung seines Vorsitzenden oder des Geschäftsführers an dem auf der Einladung angegebenen Ort. Die Aufsichtsratssitzungen finden, soweit in der Einladung nicht anders bestimmt, am Sitz der Gesellschaft statt.

22.2 Die Aufsichtsratsmitglieder werden mindestens vierundzwanzig (24) Stunden vor dem für die Sitzung anberaumten Datum zu jeder Aufsichtsratssitzung schriftlich geladen, außer in Dringlichkeitsfällen, deren Natur und Begründung in der Einladung genannt werden müssen. Eine solche Einladung ist nicht notwendig, wenn alle Aufsichtsratsmitglieder per Post, Fax, E-Mail oder mittels eines vergleichbaren Kommunikationsmittels ihre Zustimmung abgegeben haben, wobei eine Kopie des Einverständnisses ein hinreichender Nachweis ist. Eine Einladung zu einer Aufsichtsratssitzung ist nicht erforderlich, wenn Zeit und Ort in einem vorausgehenden Beschluss des Aufsichtsrats bestimmt worden sind.

22.3 Eine Einladung ist nicht erforderlich, wenn alle Aufsichtsratsmitglieder anwesend oder vertreten sind und diese auf sämtliche Einladungsformalitäten verzichten, oder im Fall von schriftlichen Umlaufbeschlüssen, wenn alle Aufsichtsratsmitglieder diesen zugestimmt und sie unterzeichnet haben.

22.4 Jedes Aufsichtsratsmitglied kann an einer Aufsichtsratssitzung teilnehmen, indem es ein anderes Aufsichtsratsmitglied schriftlich per Post, Fax, E-Mail oder mittels eines anderen vergleichbaren Kommunikationsmittels als seinen Vertreter bevollmächtigt. Ein Aufsichtsratsmitglied kann mehrere Mitglieder vertreten.

22.5 Beschlüsse des Aufsichtsrats werden in einem Protokoll aufgenommen, das vom Vorsitzenden der Versammlung unterzeichnet wird. Kopien von Auszügen solcher Protokolle, welche in Gerichtsverfahren verwendet werden sollen, müssen vom Vorsitzenden der Versammlung oder von zwei beliebigen Aufsichtsratsmitgliedern unterzeichnet werden.

22.6 Beschlüsse werden mit der Mehrheit der abgegebenen Stimmen der anwesenden oder vertretenen Aufsichtsratsmitglieder gefasst. Der Vorsitzende hat nicht die entscheidende Stimme.

22.7 Der Aufsichtsrat kann einstimmig Beschlüsse im Umlaufverfahren mittels schriftlicher Zustimmung, per Fax, E-Mail oder durch ein vergleichbares Kommunikationsmittel fassen. Die Aufsichtsratsmitglieder können ihre Zustimmung getrennt erteilen, wobei die Gesamtheit aller schriftlichen Zustimmungen die Annahme des betreffenden Beschlusses nachweist. Das Datum der letzten Unterschrift gilt als Datum eines derart gefassten Beschlusses.

22.8 Eine Aufsichtsratssitzung kann auch mittels Telefonkonferenz, Videokonferenz oder durch ein anderes Kommunikationsmittel, welches es allen Teilnehmern ermöglicht, einander durchgängig zu hören und tatsächlich an der Sitzung teilzunehmen, abgehalten werden. Eine Teilnahme an einer Sitzung mittels solcher Kommunikationsmittel ist gleichbedeutend mit der persönlichen Teilnahme an einer solchen Sitzung und die Sitzung wird als am Sitz der Gesellschaft abgehalten erachtet.

F. Geschäftsjahr – Gewinne – Abschlagsdividenden

Art. 23. Geschäftsjahr. Das Geschäftsjahr der Gesellschaft beginnt am ersten Januar eines jeden Jahres und endet am einunddreißigsten Dezember desselben Jahres.

Art. 24. Jahresabschluss und Gewinne.

24.1 Am Ende jeden Geschäftsjahres werden die Bücher geschlossen, der Geschäftsführer erstellt im Einklang mit den gesetzlichen Anforderungen ein Inventar der Aktiva und Passiva, eine Bilanz und eine Gewinn- und Verlustrechnung.

24.2 Vom jährlichen Nettogewinn der Gesellschaft werden mindestens fünf Prozent (5 %) der gesetzlichen Rücklage der Gesellschaft zugeführt. Diese Zuführung ist nicht mehr verpflichtend, sobald und solange die Gesamtsumme dieser Rücklage zehn Prozent (10 %) des Gesellschaftskapitals beträgt.

24.3 Durch einen Aktionär erbrachte Einlagen in Rücklagen der Gesellschaft können mit Zustimmung dieses Aktionärs ebenfalls der gesetzlichen Rücklage zugeführt werden.

24.4 Im Falle einer Herabsetzung des Gesellschaftskapitals kann die gesetzliche Rücklage verhältnismäßig herabgesetzt werden, so dass diese zehn Prozent (10 %) des Gesellschaftskapitals nicht übersteigt.

24.5 Auf Vorschlag des Geschäftsführers bestimmt die Hauptversammlung der Aktionäre im Einklang mit den gesetzlichen Anforderungen und den Bestimmungen dieser Satzung, wie der verbleibende Jahresnettogewinn der Gesellschaft verwendet werden soll.

Art. 25. Abschlagsdividenden - Agio und andere Kapitalreserven.

25.1 Im Einklang mit den gesetzlichen Bestimmungen kann der Geschäftsführer Abschlagsdividenden zahlen.

25.2 Das Agio, andere Kapitalreserven und andere ausschüttbare Rücklagen können, im Einklang mit den Bestimmungen des Gesetzes von 1915 und den Regelungen dieser Satzung, frei an die Aktionäre ausgeschüttet werden.

G. Liquidation

Art. 26. Liquidation.

26.1 Im Falle der Auflösung im Einklang mit Artikel 3.2 dieser Satzung wird die Liquidation durch einen oder mehrere Liquidatoren ausgeführt, welche von der Hauptversammlung der Aktionäre ernannt werden, die über die Auflösung der Gesellschaft beschließt und die Befugnisse und Vergütung der Liquidatoren bestimmt. Soweit nichts anderes bestimmt wird, haben die Liquidatoren die weitestgehenden Befugnisse für die Verwertung der Vermögenswerte und die Tilgung der Verbindlichkeiten der Gesellschaft.

26.2 Der sich nach Verwertung der Vermögenswerte und Tilgung der Verbindlichkeiten ergebende Überschuss wird an die Aktionäre proportional zur Anzahl der von ihnen an der Gesellschaft gehaltenen Aktien verteilt, sofern nichts Gegenteiliges in dieser Satzung vorgesehen ist.

H. Schlussbestimmungen – Anwendbares Recht

Art. 27. Anwendbares Recht. Für alle in dieser Satzung nicht geregelten Angelegenheiten gelten die Regelungen des Gesetzes von 1915.

Übergangsbestimmungen

1. Das erste Geschäftsjahr der Gesellschaft beginnt am Tag der Gründung der Gesellschaft und endet am einunddreißigsten Dezember 2013.

2. Die erste Jahreshauptversammlung der Aktionäre soll im Jahre 2014 abgehalten werden.

3. Abschlagsdividenden können auch während des ersten Geschäftsjahres der Gesellschaft ausgeschüttet werden.

Zeichnung und Zahlung

Die einhunderttausend ausgegebenen Aktien wurden wie folgt gezeichnet:

- Zeichnung von neunundneunzigtausendneunhundertachtundneunzig (99.998) Stammaktien durch Kinove, vorbenannt, zum Preis von neunundneunzigtausendneunhundertachtundneunzig Euro (EUR 99.998);
- Zeichnung von einer (1) Stammaktie durch Orion, vorbenannt, zum Preis von einem Euro (EUR 1); und
- Zeichnung von einer (1) Komplementärsaktie durch den GP, vorbenannt, zum Preis von einem Euro (EUR 1).

Die Einlage für auf diese Weise gezeichnete Aktien wurde vollständig in bar erbracht, so dass der Gesellschaft ab sofort ein Betrag in Höhe von einhunderttausend Euro (EUR 100.000) zur Verfügung steht, was dem unterzeichnenden Notar nachgewiesen wurde.

Auslagen

Die von der Gesellschaft eingegangenen oder im Zusammenhang mit der Gründung der Gesellschaft entstandenen Kosten, Gebühren, Honorare und Auslagen werden auf eintausendsiebenhundert Euro (EUR 1.700.-) geschätzt.

Beschlüsse der Aktionäre

Die an der Gründung beteiligten Aktionäre, welche das gesamte Gesellschaftskapital repräsentieren und auf sämtliche Einladungsformalitäten verzichtet haben, haben die folgenden Beschlüsse gefasst:

1. Die Anschrift des Gesellschaftssitzes ist 15, rue Edward Steichen, L-2540 Luxembourg, Großherzogtum Luxemburg.
2. Die folgende Person wird als unabhängiger Wirtschaftsprüfer (réviseur d'entreprises agréé) der Gesellschaft bis zur Hauptversammlung der Aktionäre, die den Jahresabschluss der Gesellschaft für das erste Geschäftsjahr genehmigt ernannt:

ERNST & YOUNG LUXEMBOURG, eine société anonyme gegründet und bestehend nach Luxemburgischem Recht mit Sitz in 7, rue Gabriel Lippmann, L-5365 Luxembourg, eingetragen beim Luxemburgischen Handels- und Gesellschaftsregister unter der Nummer B 88019, bis zur ersten jährlichen Hauptversammlung welche über die erste Jahresbilanz beschließt.

Worüber diese notarielle Urkunde in Luxemburg zum eingangs erwähnten Datum aufgenommen wurde.

Der beurkundende Notar, welcher die englische Sprache beherrscht und spricht, erklärt hiermit auf Ersuchen der erschienenen Parteien, dass diese Urkunde auf Englisch verfasst wurde, gefolgt von einer deutschen Übersetzung; auf Ersuchen derselben erschienenen Parteien und im Falle von Abweichungen zwischen dem englischen und dem deutschen Text soll die englische Fassung vorrangig sein.

Nachdem das Dokument dem Bevollmächtigten der erschienenen Parteien vorgelesen wurde, der dem Notar mit Namen, Vornamen und Wohnsitz bekannt ist, hat der Bevollmächtigte die Urkunde zusammen mit dem Notar unterzeichnet.

Signé: M. Prochaska et M. Schaeffer.

Enregistré à Luxembourg Actes Civils, le 23 janvier 2013. LAC/2013/3256. Reçu soixante-quinze euros EUR 75,-

Le Receveur (signée): Irène THILL.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée à la demande de la prédite société, sur papier libre, aux fins de publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 29 janvier 2013.

Référence de publication: 2013015915/711.

(130018619) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 janvier 2013.

ProLogis Poland LXIII S.à r.l., Société à responsabilité limitée unipersonnelle.

Siège social: L-1930 Luxembourg, 34-38, avenue de la Liberté.

R.C.S. Luxembourg B 113.545.

DISSOLUTION

In the year two thousand and twelve, on the twentieth day of December,
Before the undersigned, Maître Gérard LECUIT, notary residing in Luxembourg.

There appeared:

Mr Marc BECKER, private employee, residing professionally in Luxembourg,
acting in the name and on behalf of ProLogis Superholding II BV, a company constituted under the laws of the Netherlands, with its registered office at Schiphol Boulevard 115, Tower F, 6th Floor, 1118BG Schiphol, The Netherlands, registered under number 34258274,

by virtue of a proxy given on the 19th day of December, 2012.

The said proxy, signed "ne varietur" by the person appearing and the undersigned notary, will remain annexed to the present deed to be filed with the registration authorities.

Such appearer, acting in the said capacity, has requested the undersigned notary to state:

- that ProLogis Poland LXIII S.à r.l., having its principal office in L-1930 Luxembourg, 34-38 Avenue de la Liberté, has been incorporated pursuant to a deed of the undersigned notary dated January, 12th, 2006, published in the Mémorial Recueil des Sociétés et Associations, number 734 of the 11th day of April, 2006 (the "Company"). The Company's articles have not been amended since then;

- that the share capital of the Company is fixed at fifteen thousand Euros (EUR 15,000.-) represented by six hundred (600) shares with a par value of twenty-five Euros (EUR 25.-) each, fully paid up;

- that ProLogis Superholding II BV prenamed, has become owner of all the shares in the Company;

- that the appearing party, in its capacity as sole shareholder of the Company, has resolved to proceed to the anticipatory and immediate dissolution of the Company and to put it into liquidation;

- that the sole shareholder, in its capacity as liquidator of the Company, and according to the balance sheet of the Company as at the 20th day of December 2012 declares that all the liabilities of the Company, including the liabilities arising from the liquidation, are settled or retained;

The appearing party furthermore declares that:

- the Company's activities have ceased;

- the sole shareholder is thus vested with all the assets of the Company and undertakes to settle all and any liabilities of the terminated Company, the balance sheet of the Company as at the 20th day of December 2012 being only one information for all purposes;

- following to the above resolutions, the Company's liquidation is to be considered as accomplished and closed;

- the Company's manager is hereby granted full discharge with respect to its duties;

- there should be proceeded to the cancellation of all issued units;

- the books and documents of the corporation shall be lodged during a period of five years at L-1930 Luxembourg, 34-38 Avenue de la Liberté.

The undersigned notary, who knows English, states that on request of the appearing party, the present deed is worded in English, followed by a French version and in case of discrepancies between the English and the French text, the English version will be binding.

Costs

The costs, expenses, remunerations or charges in any form whatsoever incumbent to the company and charged to it by reason of the present deed are estimated approximately at ONE THOUSAND EURO (1,000.-EUR).

WHEREOF the present deed was drawn up in Luxembourg, on the day named at the beginning of this document.

The document having been read to the proxyholders of the person appearing who is known to the notary by their surname, first name, civil status and residence, he signed together with the notary the present deed.

Suit la traduction française du texte qui précède:

L'an deux mille douze, le vingt décembre.

Par-devant Maître Gérard LECUIT, notaire de résidence à Luxembourg.

A COMPARU:

Monsieur Marc BECKER, employé privé, demeurant professionnellement à Luxembourg,

agissant en sa qualité de mandataire spécial de ProLogis Superholding II BV, une société constituée sous le droit néerlandais, ayant son siège social à Schiphol Boulevard 115, Tower F, 6th floor, 1118BG Schiphol, Pays-Bas inscrite au registre sous le numéro 34258274;

en vertu d'une procuration sous seing privé datée du 19 décembre 2012.

Laquelle procuration restera, après avoir été signée "ne varietur" par le comparant et le notaire instrumentant, annexée aux présentes pour être formalisée avec elles.

Lequel comparant, ès-qualité qu'il agit, a requis le notaire instrumentant d'acter:

- que la société ProLogis Poland LXIII S.à r.l., ayant son siège social à L-1930 Luxembourg, 34-38 Avenue de la Liberté, a été constituée suivant acte du notaire instrumentant du 12 janvier 2006, publié au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations, numéro 734 du 11 avril 2006 (la («Société»). Les statuts n'ont pas été modifiés depuis cette date;

- que le capital social de la Société s'élève actuellement à quinze mille euros (EUR 15.000.-) représenté par six cents (600) parts sociales, d'une valeur nominale de vingt cinq euros (EUR 25.-) chacune, entièrement libérées;

- que ProLogis Superholding II BV, précitée, est devenue seule propriétaire de toutes les parts sociales de la Société;

- que la partie comparante, en sa qualité d'associée unique de la Société, a décidé de procéder à la dissolution anticipée et immédiate de la Société et de la mettre en liquidation;

- que l'associée unique, en sa qualité de liquidateur de la Société et au vu du bilan de la Société au 20 décembre 2012, déclare que tout le passif de la Société, y compris le passif lié à la liquidation de la Société, est réglé ou dûment provisionné;

La partie comparante déclare encore que:

- l'activité de la Société a cessé;
- l'associée unique est investie de l'entière responsabilité de l'actif de la Société et déclare prendre à sa charge l'entière responsabilité du passif de la Société qu'il soit connu et impayé, ou inconnu et non encore payé, le bilan de la Société au 20 décembre 2012 étant seulement un des éléments d'information à cette fin;
- suite aux résolutions ci-avant, la liquidation de la Société est à considérer comme accomplie et clôturée;
- décharge pleine et entière est accordée au gérant de la Société;
- il y a lieu de procéder à l'annulation de toutes les parts sociales émises;
- les livres et documents de la Société devront être conservés pendant la durée légale de cinq ans à L-1930 Luxembourg, 34-38 Avenue de la Liberté.

Le notaire soussigné, qui a personnellement la connaissance de la langue anglaise, déclare que les comparants l'ont requis de documenter le présent acte en langue anglaise, suivi d'une version française, et en cas de divergence entre le texte anglais et le texte français, le texte anglais fera foi.

Frais.

Les frais, dépenses, rémunérations ou charges sous quelque forme que ce soit, incombant à la société et mis à sa charge en raison de présentes, sont évalués approximativement à MILLE EUROS (1.000.-EUR).

DONT ACTE, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée au mandataire du comparant, connu du notaire par ses nom, prénoms, état et demeure, celui-ci a signé le présent acte avec le notaire.

Signé: M. BECKER, G. LECUIT.

Enregistré à Luxembourg Actes Civils, le 27 décembre 2012. Relation: LAC/2012/62474. Reçu soixante-quinze euros (EUR 75,-).

Le Receveur (signé): I. THILL.

POUR EXPEDITION CONFORME, Délivrée aux fins de publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 28 janvier 2013.

Référence de publication: 2013014602/97.

(130017313) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 janvier 2013.

Ferisol S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-6830 Berbourg, 5A, Weckerstooss.

R.C.S. Luxembourg B 98.736.

Im Jahr zweitausenddreizehn, den einundzwanzigsten Januar.

Vor dem Notar Paul BETTINGEN, mit Amtssitz zu Niederanven.

Ist erschienen:

Herr Michael Kirchen, Bauspengler-Meister, geboren am 5. Juni 1969 in Langsur, wohnhaft in D-54308 Langsur, Sauerstrasse 12.

Welcher Komparent den unterzeichnenden Notar ersucht Folgendes zu beurkunden:

Herr Michael Kirchen, vorbenannt, erklärt in seiner Eigenschaft als alleinige Gesellschafter der Gesellschaft mit beschränkter Haftung FERISOL, S.à r.l., mit Sitz in L-6585 Steinheim, 8, route d'Echternach, eingetragen im Handels- und Gesellschaftsregister Luxemburg unter der Nummer B 98736, gegründet laut Urkunde, aufgenommen durch Notar Henri Beck, mit Amtswohnsitz zu Echternach, am 4. Februar 2004, veröffentlicht im Mémorial C, Recueil Spécial des Sociétés et Associations, Nummer 301 vom 16. März 2004 zu handeln.

Der Gesellschafter erklärt, eine Hauptversammlung der Gesellschaft abzuhalten und ersucht den amtierenden Notar, folgende gefassten Beschlüsse zu beurkunden:

Erster Beschluss

Der Gesellschafter beschließt, den Sitz der Gesellschaft von L-6585 Steinheim, 8, route d'Echternach, nach L-6830 Berbourg, 5a, Weckerstrooss, zu verlegen.

Dritter Beschluss

Infolge der obigen Sitzverlegung, erklärt der Gesellschafter, Artikel 3, Absatz 1 der Satzung der Gesellschaft abzuändern, um ihm folgenden Wortlaut zu geben:

„ **Art. 4.** Der Sitz der Gesellschaft befindet sich in der Gemeinde Manternach.“

Die Kosten und Honorare dieser Urkunde sind zu Lasten der Gesellschaft. Die Kosten werden auf tausendeinhundert Euro (EUR 1.100,-) abgeschätzt.

Bevollmächtigung

Der Erschienene, handelnd in gemeinsamem Interesse, erteilt hiermit einem jeden Angestellten des unterzeichnenden Notars Spezialvollmacht, in ihrem Namen jegliche etwaige Berichtungsurkunde gegenwärtiger Urkunde aufzunehmen.

Worüber Urkunde, aufgenommen zu Senningerberg, in der Amtsstube des handelnden Notars, am Datum wie eingangs erwähnt.

Nach Vorlesung an alle Erschienenen, welche alle dem Notar nach Namen, gebräuchlichen Vornamen, Stand und Wohnort bekannt sind, haben alle die gegenwärtige Urkunde gemeinsam mit dem Notar unterzeichnet.

Gezeichnet: Michael Kirchen, Paul Bettingen.

Enregistré à Luxembourg, A.C., le 24 janvier 2013. LAC/2013/3555. Reçu 75,- €.

Le Receveur (signé): Irène Thill.

Für gleichlautende Kopie ausgestellt zwecks Veröffentlichung im Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Senningerberg, den 29. Januar 2013.

Référence de publication: 2013015010/41.

(130018103) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 janvier 2013.

Presco Investments S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1882 Luxembourg, 5, rue Guillaume Kroll.

R.C.S. Luxembourg B 124.417.

Statuts coordonnés, suite à l'assemblée générale extraordinaire reçue par Maître Francis KESSELER, notaire de résidence à Esch/Alzette, en date du 22 octobre 2012 déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Esch/Alzette, le 22 novembre 2012.

Francis KESSELER

NOTAIRE

Référence de publication: 2013019495/13.

(130022886) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 6 février 2013.

Padisha Properties S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2168 Luxembourg, 127, rue de Mühlenbach.

R.C.S. Luxembourg B 121.919.

Extrait de résolutions adoptées en date du 8 janvier 2013, lors de l'Assemblée Extraordinaire de la Société Padisha Properties S.A.

- La démission de Mr. Thierry TRIBOULOT de son mandat d'Administrateur a été acceptée avec effet immédiat.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

PADISHA PROPERTIES S.A.

Signature

Un mandataire

Référence de publication: 2013019502/13.

(130022776) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 6 février 2013.

Würth Reinsurance Company S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2146 Luxembourg, 74, rue de Merl.

R.C.S. Luxembourg B 46.463.

Les statuts coordonnés suivant l'acte n°65836 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2013019636/10.

(130022969) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 6 février 2013.